

L'ÉCOLOGIE DEPUIS LES RONDS- POINTS

ON
LÂCHE
RIEN



FONDATION
DE L'ÉCOLOGIE
POLITIQUE

L'écologie depuis les ronds-points

est publié par la Fondation de l'Écologie Politique

Directeur de la publication : Kévin Puisieux

Coordination du projet et réalisation des entretiens :

Kévin Puisieux et Céleste Lacombe

Conception graphique et mise en page : Quentin Poilvet

(Instagram : @q_u_a_d_r_a_t_i_n)

Merci à Magali Della Sudda et Simon Persico, membres du Conseil de Surveillance de la Fondation de l'Écologie Politique pour leur contribution précieuse à la conception et réalisation de ce projet.

La Fondation de l'Écologie Politique est une fondation reconnue d'utilité publique, fondée en 2012. La Fondation de l'Écologie Politique a pour but de favoriser le rassemblement des idées autour du projet de transformation écologique de la société à travers la modification en profondeur de l'organisation économique et sociale, des modes de production et de consommation et du rapport de l'homme au vivant.

Présidente : Alice Canabate

Vice-présidente : Marie Toussaint

Les travaux publiés par la Fondation de l'Écologie Politique présentent les opinions de leurs auteur.e.s et ne reflètent pas nécessairement la position de la Fondation en tant qu'institution.



Cette publication est produite en collaboration avec la Green European Foundation et le soutien financier du Parlement Européen à la Green European Foundation

L'ÉCOLOGIE DEPUIS LES RONDS-POINTS



FONDATION
DE L'ÉCOLOGIE
POLITIQUE

AVANT PROPOS

PENSER L'ÉCOLOGIE DEPUIS LES CLASSES POPULAIRES

*Grâce aux contributions de la recherche,
il faut tenter de (re)penser les conquêtes sociales
à l'heure de la transformation écologique.*



« IL SE DESSINE UNE POLITISATION DU PROCHE »

ENTRETIEN AVEC ETIENNE WALKER

*La géographie du mouvement des Gilets
Jaunes précise les contours d'un mouvement
périurbain mais aussi infra-urbain.*

« POUR MAINTENIR LEUR NIVEAU DE VIE, JOSÉ ET SYLVIE RECOURENT AU "SYSTÈME D" »

ENTRETIEN AVEC PIERRE BLAVIER

*Un détour nécessaire par le quotidien
de ménages, qui, sans être pauvres,
se démènent pour maintenir leur niveau de vie.*



LES GILETS JAUNES, ANTI-ÉCOLOGISTES ?



**PAR ALIX LEVAIN, SIMON PERSICO,
MAGALI DELLA SUDDA ET AL.**

*Loin des a priori des premières semaines,
ce bilan des recherches en sciences sociales
offre un éclairage précis du rapport
à l'environnement et l'écologie des Gilets jaunes.*

"FIN DU MONDE, FIN DU MOIS, MÊME COMBAT"

PAR CHLOÉ ALEXANDRE

*Quelles convergences entre Gilets jaunes
et Marches Climat ? Quelles leçons
pour élargir la base militante et sociale
de la transition écologique et sociale ?*



AVANT-PROPOS

PENSER L'ÉCOLOGIE DEPUIS LES CLASSES POPULAIRES

Dans cette publication que vous tenez en main, Depuis est le maître mot. Ni Dans, ni Pour. Depuis. Tout simplement. La Fondation de l'écologie politique vous propose de prendre le temps d'un détour par la vie de millions de personnes. Depuis les inégalités sociales et territoriales, comme depuis des aspirations et des quotidiens très politiques. Et d'essayer d'y déceler matière à (re) formuler les conquêtes sociales à l'heure des chocs et de la transformation écologique.

Pour ce faire, nous avons fait appel à celles et ceux qui, au long court, donnent à voir la société française par-delà les récits politiques déclinistes qui voudraient que les fractures françaises soient inévitables. Ce sont avant tout des chercheuses et les chercheurs, sociologues, géographes, politistes ou historiens, dont les travaux n'arrivent peut-être pas assez souvent sur la table des responsables politiques, administratifs ou de la société civile.

C'est grâce à leur recherche que nous avons construit cette publication depuis le quotidien de celles et ceux qui le 17 novembre 2018 ont pris place sur les ronds-points, les péages ou échangeurs autoroutiers. Ces milliers d'individus revêtant le gilet jaune fluo pour faire voir et entendre, dans un premier temps, leur contestation de la hausse de la fiscalité sur les carburants.

À travers deux entretiens et deux notes, nous revenons sur deux questions fondamentales : qui étaient ces Gilets jaunes ? Et quel était leur rapport à l'écologie ? Les contributions qui suivent sont importantes. Elles méritent d'y consacrer du temps.

UNE POLITISATION DU PROCHE

Géographe, Etienne Walker nous propose de faire le lien entre le lieu d'engagement, le lieu de vie et la forme de mobilisation. Le 17 novembre 2018, 90 % des participants vivaient à moins de 20 km du lieu de rassemblement. 47 % à moins de 5 km. Ce sont des lieux du parcours quotidien qui ont été occupés. Ces lieux proches, considérés jusque-là comme dépolitisés, ont été le théâtre d'un engagement nouveau pour nombre de participantes et participants. Ils y ont organisé leur occupation, leur interpellation, depuis leurs savoir-faire, en dehors du cadre parfois préétabli des mobilisations sociales.

UNE RÉVOLTE DU PÉRIURBAIN

Le mouvement des Gilets jaunes a été un mouvement du périurbain. 37 à 40 % des répondants aux enquêtes y résidaient selon la définition de l'INSEE. Largement accompagnés de résidents de la périphérie intérieure des centres urbains. Presque tous avaient en commun d'être liés par un mode de vie au sein duquel l'usage de la voiture était central. Cette composition sociale a fortement évolué au gré du déplacement des mobilisations vers les préfectures

et centre-villes des métropoles, rejoints et remplacés par celles et ceux, vivant là, qui subissent moins le coût du transport que celui du logement. Ces mobilisations doivent donc s'inscrire dans une analyse des conséquences d'un aménagement du territoire et de politiques publiques qui ont organisé des millions de vies autour et pour l'attractivité des plus grandes villes.

PAS PAUVRES, MAIS AVEC UN BUDGET CONTRAINT

Sociologue, Pierre Blavier nous invite dans le quotidien d'un couple représentatif de celles et ceux qui se sont mobilisés le 17 novembre 2018. José et Sylvie ne sont pas pauvres. Ils sont devenus propriétaires d'un petit pavillon et tous les deux sont salariés. Mais ils ont un budget très contraint. Il ne leur reste que 8 % de leur revenu après avoir payé tout ce qui doit l'être en début de mois. Alors ils pratiquent le système D. Quand le travail salarié s'arrête, le travail pour soi et pour les autres commence. Potager, réparation de son véhicule, auto-rénovation de la maison, débrouille, entraide. José et Sylvie ne sont pas dépourvus de moyens d'agir, d'investir, d'entretenir, mais cela veut dire moins de week-end, et pas toujours de vacances. Et cela joue sur l'usure des corps.

LA VOITURE ET LE COÛT DE L'ÉLECTRONIQUE

Parmi les coûts qui inquiètent et qui contraignent le plus, il y a celui de la réparation et de l'entretien des voitures. L'augmentation de la place de l'électronique est pointée du doigt. Il y a quelques années, un proche avec quelques compétences de mécanique aurait pu vous réparer un rétroviseur impacté. Avec l'électronification, cette possibilité s'est amenuisée. Il faut d'autres compétences, des outils plus chers. La capacité à faire soit même, à ne pas dépendre du secteur marchand, s'est retrouvée limitée. Et les coûts ont augmenté.

PAS PLUS ANTI-ÉCOLO QUE LES FRANÇAIS

Magali Della Sudda, chargée de recherche au CNRS, coordonne aujourd'hui le projet de recherche sur les Gilets jaunes financé par l'Agence nationale de la recherche. Y contribuent des universitaires de toute la France, sur la base de plusieurs enquêtes par questionnaire et par entretiens. Alix Levain, qui anime l'axe de

recherche sur l'écologie dans ce projet, et Simon Persico, nous proposent de clore pour de bon le débat. Les Gilets jaunes étaient-ils anti-écologistes ? La réponse est simple. Non, du moins pas plus ou pas moins que la moyenne des Françaises et Français.

UN SENTIMENT DE DÉPOSSESSION

Mais cela ne doit pas effacer que le rapport des Gilets jaunes à ces enjeux est contrasté, que les questions écologiques divisent et que pour nombre d'entre eux, ouverts à la question, elles s'accompagnent d'un sentiment de dépossession politique qui se caractérise par la co-existence de pratiques engagées, notamment de consommation, quoique contraintes par les prix pour le bio, et en même temps d'un rejet des différentes formes de labels écocitoyens, considérés comme des signes de domination symbolique.

DES RAPPROCHEMENTS ENTRE GILETS JAUNES ET MARCHES CLIMAT

Chloé Alexandre, doctorante en science politique, partage avec nous son analyse des ponts possibles entre Gilets jaunes et jeunesse des Marches Climat. Tout semblait opposer ces deux mouvements sociaux. Et force est de constater à la fois la forte différence de sociologie, et le très grand écart de perception des individus vis-à-vis du clivage gauche / droite. Il ressort néanmoins de ce travail une double leçon. Tout d'abord, la dimension dynamique de la politisation. La concomitance des deux mouvements a nourri une prise en compte mutuelle des enjeux. Enfin, au sein de ces mouvements, certaines franges, plus politisées que la moyenne, se démarquent par leur disponibilité pour une forme de rapprochement politique: d'un côté, les Gilets jaunes les plus attachés à la question démocratique, et de l'autre les activistes climat les plus attachés à l'idée d'écologie populaire.

Ces riches contributions nourriront nos réflexions comme on le souhaite. Mais peut-être pouvons-nous prendre le risque d'en tirer quelques pistes, quelques intuitions. En voici quatre.

La première vient en forme de question. Qu'a-t-on fait depuis novembre 2018 pour interroger la dynamique de métropolisation qui a justifié cet aménagement du territoire, une certaine

répartition des emplois, des inégalités de revenus, ou encore une centralité de la voiture dans la vie de millions d'individus ? Avouons que le sujet a été peu traité. Peut-être parce qu'il y a quelque chose de décourageant à questionner cinquante années d'aménagement du territoire, de politiques publiques et de rapport à la croissance économique à tout prix. Il y a pourtant là l'un des principaux chantiers politiques de la période.

La seconde, en forme de constat. Les Gilets jaunes n'étaient pas majoritairement sous le seuil de pauvreté, mais plus probablement entre le 3ème et le 6ème décile de la population en termes de revenu. Or nombre de dispositifs d'aides à la transition écologique semblent parfois en décalage avec les besoins et pratiques de ces ménages. Prenons l'exemple des aides à la rénovation thermique des logements. Heureusement les aides ont été renforcées, mais elles nécessitent aujourd'hui de recourir à des entreprises labellisées RGE. Sans parler des effets inflationnistes, sans parler de la disponibilité de ces entreprises, le dispositif actuel laisse peu de place à la pratique de l'auto-rénovation qui caractérise nombre de ménages des classes moyennes. Ne se prive-t-on pas là d'une énergie, d'une disponibilité aussi financière, pour accélérer la rénovation du parc de logements ?

La troisième, concerne la "bagnole". En 1973, dans *L'idéologie sociale de la bagnole*, André Gorz écrivait ceci « *Ce véhicule, autrement dit, allait l'obliger à consommer et à utiliser une foule de services marchands et de produits industriels que seuls des tiers pourraient lui fournir. L'autonomie apparente du propriétaire d'une automobile recouvrait sa radicale dépendance.* » Avec l'augmentation de la part de l'électronique dans la voiture (passée de moins de 10 % du prix de construction dans les années 1970 à 40 % en 2020), l'autonomie des automobilistes a continué d'être attaquée, ne pouvant plus aussi facilement réparer eux-mêmes leurs véhicules. À l'heure de l'électrification, le risque est grand que la contrainte se renforce et avec elle, ses chaînes de dépendance. Pas nécessairement à cause de la batterie, mais à cause de la taille des véhicules et du tout électronique. Se dessine alors un champ de bataille politique pour la voiture réparable, accessible, et réintégrée parmi d'autres options d'usage et de mobilités. Ici, aucune démarche moralisatrice, mais la nécessaire construction d'un rapport de force à la

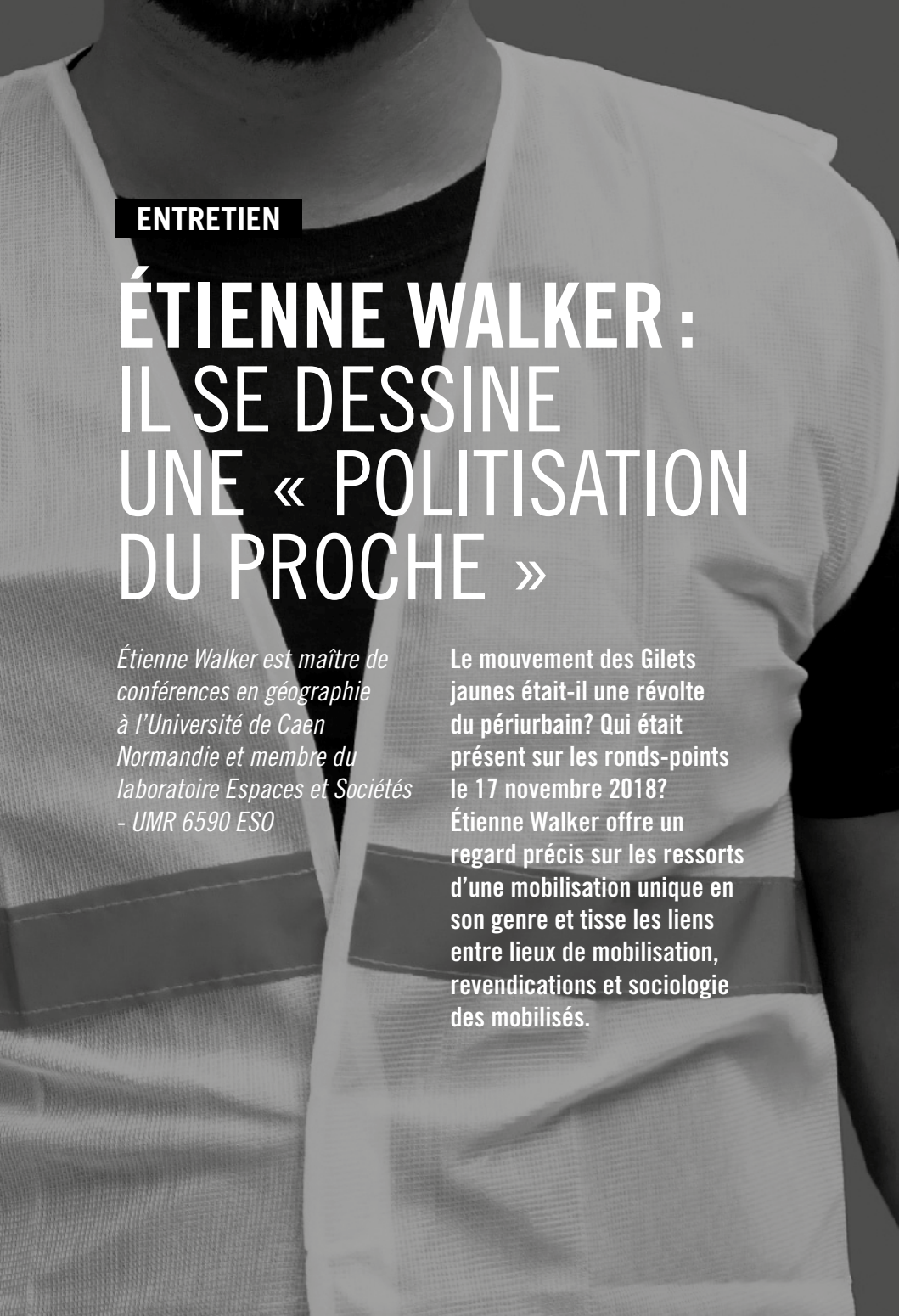
fois avec les constructeurs automobiles, mais aussi avec ces entreprises de location ou détentrice de flottes automobiles, qui aujourd'hui à l'achat de 50 % des véhicules neufs mis en circulation et donc à terme sur le marché de l'occasion.

Enfin, il est souhaitable de repartir de la question des compétences et du possible de leur usage. A la fois pour ce qu'elle ouvre comme perspectives de liberté vis-à-vis des services marchands, pour ce qu'elle charrie de liens sociaux ou d'entraide, mais aussi pour leur résonance avec une nécessaire culture de résilience dans un monde en proie aux chocs écologiques. Ici encore, le quotidien de millions de ménages offre un point d'appui pour formuler des perspectives progressistes de conquêtes sociales par temps de transformation écologique.

Bonne lecture.

Kévin Puisieux
Directeur de la Fondation de l'Écologie Politique





ENTRETIEN

ÉTIENNE WALKER : IL SE DESSINE UNE « POLITISATION DU PROCHE »

Étienne Walker est maître de conférences en géographie à l'Université de Caen Normandie et membre du laboratoire Espaces et Sociétés - UMR 6590 ESO

Le mouvement des Gilets jaunes était-il une révolte du périurbain? Qui était présent sur les ronds-points le 17 novembre 2018? Étienne Walker offre un regard précis sur les ressorts d'une mobilisation unique en son genre et tisse les liens entre lieux de mobilisation, revendications et sociologie des mobilisés.

A-t-on assisté à une “révolte de la France périurbaine” au lancement du mouvement?

Une révolte *en* France périurbaine? Je dirai que non. On est déjà, au lancement du mouvement, sur une géographie urbaine, ou plutôt « infra-urbaine », on pourra y revenir. Une révolte *de* la France périurbaine, au sens où on rattache les Gilets jaunes (GJ) mobilisés dès novembre 2018 à leur lieu de vie et notamment de résidence, c'est-à-dire là où ils se sentent sans doute davantage appartenir? Alors je dirai que oui. Et pour prouver cela, il faut enquêter auprès des participants et poser cette question du lieu de résidence (voire du lieu de travail, car celui-ci peut aussi constituer un espace structurant, chargé de sens, notamment pour les GJ). C'est ce qu'on a fait entre novembre 2018 et mars 2019, avec près de 80 collègues, titulaires ou non¹, d'étudiants aussi, d'une quinzaine d'universités différentes, autour de Magali Della Sudda, en passant un questionnaire qui posait explicitement la question du lieu de résidence dans plus d'une centaine de lieux appropriés par les GJ, répartis dans 27 départements différents de France métropolitaine. Ce qui ressort des près de 1 500 questionnaires, que l'on a notamment travaillé avec Pierre Blavier, c'est que 37 % des enquêtés en novembre, et 40 % des enquêtés sur les ronds-points, investis plutôt au début du mouvement, habitent dans les espaces périurbains. J'entends ici « périurbain » au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), c'est-à-dire toutes les communes qui sont polarisées du point de vue de l'emploi par une assez grande ville avec des migrations pendulaires quotidiennes. Pour préciser, il s'agit de toutes les communes dans lesquelles on a au moins 40 % de la population qui travaille dans une voire plusieurs unités urbaines regroupant chacune au moins 10 000 emplois. Cette proportion, il faut bien

¹ à l'échelle nationale et via Jaune vif, voir www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2019-5-page-869.htm

« À LA LOGIQUE
DE CONTRAINTE
AUTOMOBILITAIRE
EXACERBÉE CHEZ
LES PÉRIURBAINS,
S'ADJOINT UNE LOGIQUE
DE "DÉCLASSEMENT"
VRAISEMBLABLEMENT
VÉCUE »

sûr la rapporter au fait qu'en France métropolitaine, selon cette définition toujours, « seulement » un quart de la population réside dans cet espace périurbain.

Mais si c'est une révolte périurbaine, c'en est aussi une « de la France infra-urbaine » : les GJ de novembre ou mobilisés sur les ronds-points résident pour un peu plus d'1/5^e dans des communes urbaines de moins de 10 000

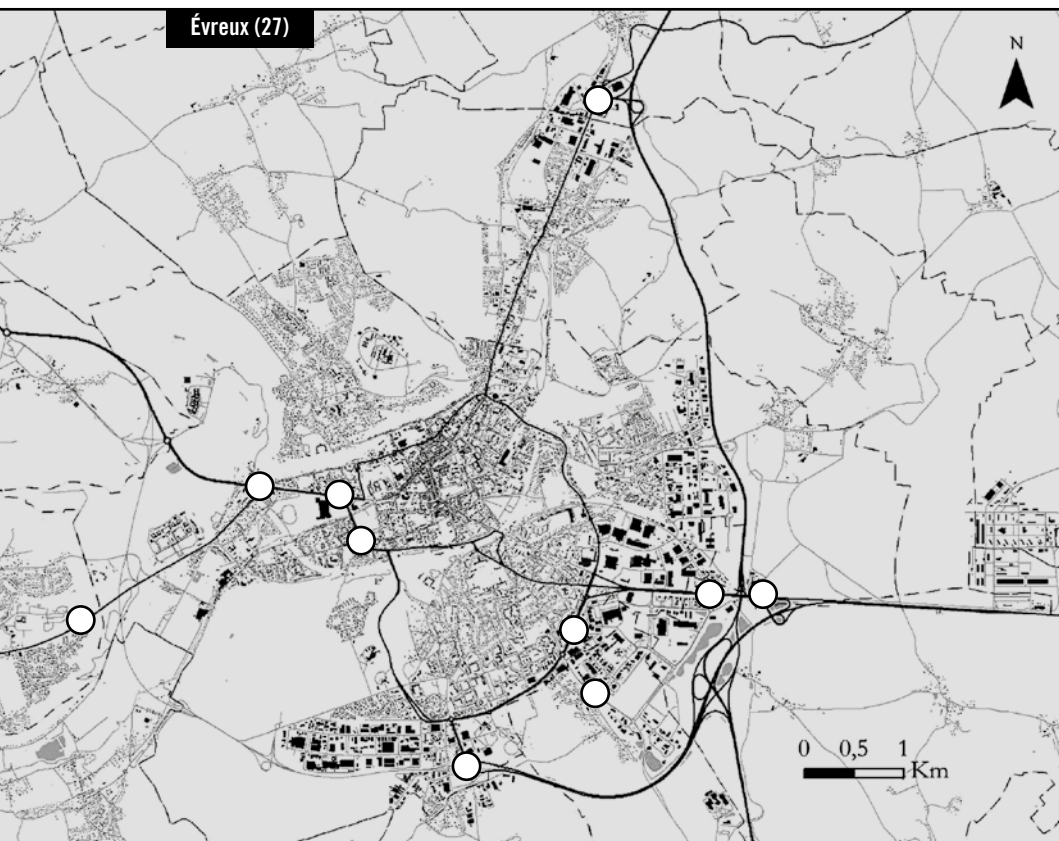
habitants, des « petites villes », de plus en plus reléguées dans les dynamiques de métropolisation, contre environ 1/8^e à l'échelle de la population française métropolitaine, toujours en date de 2018. Donc à la logique de contrainte automobile exacerbée chez les périurbains, nécessairement très mobiles, s'adjoint une logique de « déclassement » vraisemblablement vécue, avec un déclin démographique ou économique, ou la fermeture de services publics, qui touchent nombre de petites villes.

Pour autant, ces parts de périurbains et d'habitants des petites villes vont decrescendo : en mars, il n'y en a plus que 20 % et 12 % respectivement parmi les GJ enquêtés, au profit de GJ de plus en plus urbains et même métropolitains, en lien avec l'évolution des cadrages et des modes d'action dans le mouvement.

Que disent les lieux de mobilisation et les lieux de résidence des gens qui se sont mobilisés au début du mouvement ?

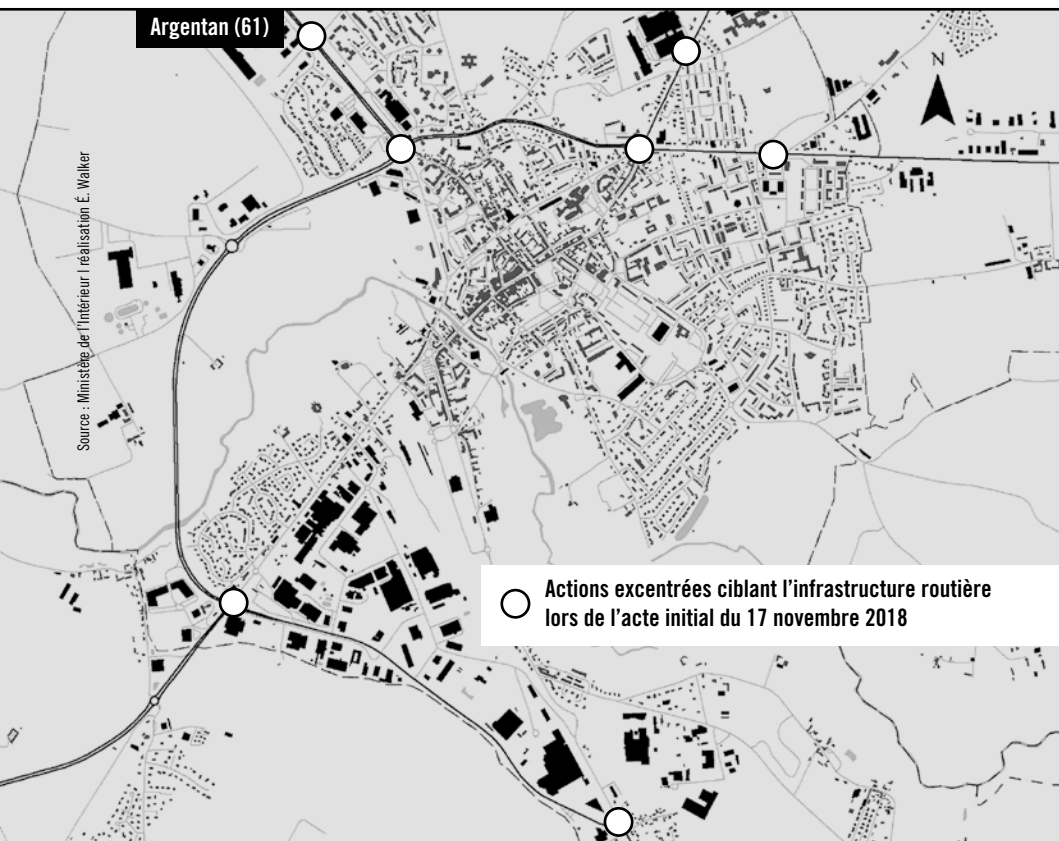
Les lieux de mobilisation, au début du mouvement sont très majoritairement liés à l'infrastructure routière, plutôt en marge des villes-centres ou des villes isolées dans le cas des petites communes urbaines. Ce sont des ronds-points, occupés dès le début du mouvement pour filtrer voire bloquer les flux automobiles, et donc de travailleurs et de marchandises, bien sûr, mais aussi des ponts, des bretelles d'accès aux voies rapides, des tunnels ou encore des passages à niveau, stratégiques et relativement faciles à investir. Très rapidement aussi, ce sont des péages, des parkings

payants et des radars routiers, avec des opérations « péage » ou « parking gratuit » ou encore des « opérations escargot », avec des détériorations matérielles mais aussi plus simplement des actions consistant à simplement aveugler les radars. Cette géographie en dit long sur les revendications : le rejet de la contrainte mobili-taire tout d'abord, que ce soit du fait de l'augmentation de la Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) ou du durcissement du contrôle technique et du passage aux 80 km/h sur le réseau secondaire rien qu'en 2018, après l'augmen-tation du nombre de radars routiers sur toute la décennie 2010. Elle en dit long aussi sur les positions sociales et les styles de vie des participants : défendre la « condition automobile », c'est se donner la possibilité de continuer de travailler sans amputer le fameux reste à vivre, pour ces « petits-moyens » très souvent mobiles dans le travail, et pas que pour consommer quotidienne-ment, mais aussi parfois endettés après avoir accédé à la propriété en marge des métropoles. Et cette condition de travailleurs (auto) mobiles, elle est bien consciente, quand certains GJ me disaient



que l'enjeu d'une opération péage gratuit, ou d'aveugler un radar routier, c'était bien de (leur) redonner du pouvoir d'achat. Et c'est ce qui est aussi très intéressant : d'étudier le rapport entre les deux, entre les lieux de mobilisation et les lieux de résidence. Ainsi, on constate grâce à des traitements sous Système d'Information Géographique que pas moins de 90 % des GJ mobilisés sur les ronds-points résidaient à moins de 20 km de là à vol d'oiseau, et même 46 % à moins de 5 km. On a donc une mobilisation essentiellement tournée vers l'infrastructure économique routière, des flux, mais *dans le proche*. C'est d'abord une question d'accessibilité (temporelle et économique), mais c'est sans doute aussi un enjeu de « ré-assurance » pour ces GJ souvent primo-contestataires, et pour qui la connaissance des espaces investis peut être un préalable à l'engagement. C'est aussi bien sûr une question

« DÉFENDRE
LA « CONDITION
AUTOMOBILITAIRE »,
C'EST SE DONNER
LA POSSIBILITÉ
DE CONTINUER DE
TRAVAILLER SANS
AMPUTER LE FAMEUX
RESTE À VIVRE »



« PAS MOINS DE 90 %
DES GJ MOBILISÉS
SUR LES RONDS-POINTS
RÉSIDAIENT À MOINS
DE 20 KM DE LÀ »

d'organisation militante, puisque l'appel pour le 17 novembre 2018 permettait (et peut-être même encourageait) une mobilisation acéphale, partout où les personnes se reconnaissaient dans les mots d'ordre – qui pouvaient d'ailleurs eux-mêmes être relativement labiles localement, quoique toujours centrés sur la contrainte automobile et le pouvoir d'achat. Pas moins de 800 lieux étaient auto-renseignés sur le site « Blocage17novembre », lieux qui vont en fait être beaucoup plus nombreux puisque le Ministère de l'Intérieur en a compté près de 1 800. Cela tient au fait que nombre d'initiatives n'ont même pas été publicisées sur ce site, mais organisées sur les réseaux sociaux, Facebook en tête, voire grâce au bouche-à-oreille.

Au regard de ce maillage du territoire national extrêmement fin, et de cette proportion de 90 % de GJ mobilisés sur un rond-point à moins de 20 km de chez eux, se dessine une « politisation du

Actions annoncées pour le 17 novembre



proche » peut-être encore plus marqué que dans les mouvements sociaux les plus récents (Dechézelles & Olive). On la doit donc à l'organisation initialement acéphale, et même atomisée sur tout le territoire national du mouvement, mais aussi à un attachement des GJ à un espace de vie relativement circonscrit géographiquement

(et malgré des mobilités nombreuses donc). On peut en attester avec des sources qualitatives, des récits de vie notamment, mais on peut aussi l'établir avec un proxy qui me semble révélateur : une équipe de recherche autour de Pierre Boyer a pu montrer que 75 % des groupes Facebook de GJ, constitués donc parfois dès l'été 2018, avaient une étendue géographique d'échelle infra-départementale, et pour bonne part désignés par le nom d'une préfecture, d'une sous-préfecture, voire d'un chef-lieu de canton qui

« IL SE DESSINE
UNE « POLITISATION
DU PROCHE » PEUT-
ÊTRE ENCORE PLUS
MARQUÉ QUE DANS LES
MOUVEMENTS SOCIAUX
LES PLUS RÉCENTS »

Actions identifiées selon le Ministère de l'Intérieur

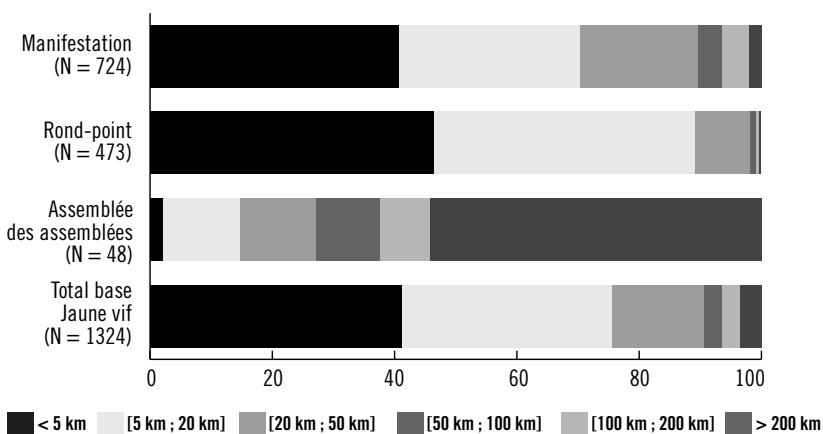


Sources : blocage17novembre.com, Ministère de l'Intérieur | réalisation É. Walker

structurait cet espace. Les gens se sont mobilisés initialement dans le proche parce que c'était le plus signifiant pour eux.

Avec la politisation et la structuration progressive du mouvement, comme avec une première érosion des effectifs à compter de décembre, les GJ se sont ensuite déplacés de plus en plus pour investir les centres, sous la forme de manifestations ritualisées en actes.

Rapports entre lieux de résidence et de mobilisation par mode d'action



Source : base « Jaune vif » | réalisation É. Walker

Que dit le mouvement des Gilets jaunes des dynamiques de métropolisation? Quels rapports de domination entre les différents territoires de mobilisation? La rupture serait-elle consommée entre centres villes et périurbains?

Effectivement, c'est l'hypothèse qu'on est en droit de se poser, notamment du point de vue mobilitaire. D'un côté, en ville, en tous cas dans les plus grandes, on a la concentration d'emplois,

de services, y compris parfois de la gamme dite supérieure, et même nombre de logements neufs, nouvelles réglementations d'urbanisme obligent, de même qu'un réseau de transports collectifs bien maillé, précisément parce que la compacité assure un nombre d'usagers importants et donc la possibilité d'un certain équilibre financier. De l'autre, on a une relative rareté de l'emploi et pour cause, les entreprises ont depuis longtemps compris que les économies d'échelle et de production étaient souvent synonyme d'implantation urbaine. Mais aussi une rareté des services, logique comptable ou de marché oblige, avec les gares, les centres des impôts ou bien les cafés qui ferment jusqu'aux cabinets de médecin qui ne trouvent pas de repreneurs. Et enfin une rareté des transports en commun : mailler jusqu'aux couronnes périurbaines est déjà compliqué alors desservir jusqu'aux hameaux c'est clairement mission impossible. Sans aller jusqu'à ces extrémités, la délégation des TER aux régions a suscité des arbitrages politiques très différents d'une région à l'autre, et a donné lieu à des fréquences ferroviaires « à 2 vitesses » voire plus. Cela s'inscrit dans la continuité des réseaux de bus ou tram aux dessertes très inégales selon la couleur politique ou les moyens des intercommunalités, tandis que la SNCF oriente de plus en plus son modèle économique sur les Lignes à Grande Vitesse (LGV).

Ce sont là deux idéaux-types masquant un gradient de réalités, bien entendu, mais on comprend que dans le cas idéal-typique de territoires peu dynamiques économiquement, clairsemés en services et notamment en transport, la voiture, c'est presque une condition de survie.

Mais pour revenir sur ces habitants des métropoles, je ne suis pas sûr qu'il faille les opposer autrement qu'au niveau de leurs pratiques, notamment mobilitaires, aux périurbains. Ce que je veux dire, c'est qu'habiter dans les centres-villes, voire dans les banlieues, des grandes villes, c'est d'un côté potentiellement économiser sur les mobilités quotidiennes, mais au prix d'un coût du logement tendanciuellement beaucoup plus élevé. Sur ce plan, périurbains et ruraux font plutôt, même s'il existe des îlots de gentrification rurale ou encore une forte pression foncière sur les premières couronnes périurbaines, des économies, tandis que leurs dépenses énergétiques s'envolent, qu'il s'agisse de l'essence ou du chauffage. Et quel même phénomène opère ici derrière ces travers respectifs ? La métropolisation. La concentration toujours

plus forte des capitaux matériels, financiers et humains au sein des villes les plus concurrentielles, ce qui rend difficile pour les uns l'accès au logement local (en tous cas pour ceux qui ont des ressources limitées) et pour les autres la possibilité de supporter un coût de plus en plus important pour rallier ces grandes villes, alors que logement et travail sont tous deux indispensables.

À quand une intervention publique pour réguler, ou du moins compenser, cette logique de marché délétère, aussi bien donc en matière de logement que d'accès à la mobilité et plus largement à l'emploi, et bien au-delà des timides plafonnements de loyers

« PLUS D'UN FRANÇAIS
SUR DEUX EST ÉLIGIBLE
AU LOGEMENT SOCIAL,
MAIS LE PARC NATIONAL
EN EST CONSTITUÉ
SEULEMENT À HAUTEUR
D'1/7E »

que quelques municipalités mettent en place, ou des chèques carburant ponctuellement alloués aux gros rouleurs? À quand une planification digne de ce nom du côté des logements aidés? Je rappelle ici que plus d'un Français sur deux est éligible au logement social, mais que le parc national en est constitué seulement à hauteur d'1/7^e environ, ou que les

communes assujetties à ces proportions et n'atteignant pas les 20 ou 25 % de logements sociaux sont souvent celles qui peuvent se permettre de payer les maigres amendes encourues. à quand un investissement massif pour rouvrir des lignes de proximité et augmenter les rotations du côté du chemin de fer, ou en matière de covoiturage? On saluera les récents 2 milliards d'investissement autour du vélo, mais à qui profiteront-ils, si ce n'est aux urbains ou banlieusards pour qui la distance à parcourir quotidiennement peut encore l'être à vélo? À quand, enfin, une réflexion publique sur la péréquation géographique, la relocalisation de l'emploi (depuis les services publics jusqu'aux entreprises privées) dans ces espaces périurbains ou infra-urbains (les petites villes), qui, du fait de la raréfaction structurelle de l'emploi local dans un contexte de métropolisation toujours plus exacerbé, se démarquent certes aujourd'hui par des mobilités individuelles exacerbées, mais qui pourraient aussi, demain, être le lieu de systèmes beaucoup plus intégrés et autonomes, que ce soit autour de la relocalisation de la production comme de la consommation énergétiques, alimentaires, industrielle, etc.? Je m'éloigne un peu de la question et des GJ, mais la métropolisation, que l'on peut considérer comme le résultat spatialisé de décennies de libéralisme économique, elle

est rejetée par nos deux idéaux-types de GJ, quoique pour des raisons sans doute différentes et avec des imputations causales en partie divergentes. Aussi bien du point de vue sociologique (il y a par exemple très peu de Cadres et Professions Intellectuelles Supérieures (CPIS) du privé dans les cortèges, de même que les électeurs d'E. Macron et plus largement du pôle libéral sont fortement sous-représentés dans le mouvement) que géographique (les lieux de résidence et même de travail des GJ ne sont jamais ou presque localisés dans les villes-centres des métropoles), ce mouvement, peu importe sa séquence considérée, se situe clairement « en négatif » de la métropolisation.

Au fil des mois de mobilisation, les lieux et la composition du mouvement ont changé. y a-t-il des liens entre les lieux de mobilisation et les revendications des personnes mobilisées ?

Pour répondre à la première partie de la question, oui, les lieux investis par les GJ ont progressivement changé : d'un ciblage initial de l'infrastructure économique et notamment routière, en marge des villes moyennes voire des petites villes, assez rapidement le mouvement investit les lieux du pouvoir et de la concentration des richesses au cœur des plus grandes villes à statut au moins préfectoral. Les GJ vont progressivement délaisser les ronds-points, d'autant avec leur démantèlement par les forces de l'ordre dès décembre parfois, pour aller investir d'abord les lieux de la consommation quotidienne tels que les centres commerciaux et les stations-service, lieux à enjeux mobilitaires et de pouvoir d'achat. Ils vont ensuite investir le tissu productif lui-même en visant les Zones Industrielles ou d'Activités, les dépôts pétroliers, les entrepôts logistique aussi, à la fois lieux stratégiques et emblématiques des rapports de travail. Et enfin, ils vont se tourner vers les lieux des pouvoirs constitués, et notamment de l'administration, pour créer plus directement le rapport de force. On se souvient de l'hôtel de préfecture du Puy-en-Velay ou du ministère de l'agriculture, mais il y a eu aussi,

« LA MÉTROPOLISATION,
QUE L'ON PEUT
CONSIDÉRER COMME
LE RÉSULTAT SPATIALISÉ
DE DÉCENNIES
DE LIBÉRALISME
ÉCONOMIQUE, ELLE EST
REJETÉE PAR NOS DEUX
IDÉAUX-TYPES DE GJ »

de manière moins médiatisée, de nombreuses actions au niveau des centres des impôts, des sièges des finances ou du Trésor publics, des cités administratives, de l'Urssaf, de Pôle Emploi, voire des écoles, des collèges, des mairies... Plus ponctuellement, des permanences de députés sont ciblées, et même des gendarmeries, des commissariats et des tribunaux, au fur et à mesure de la répression du mouvement. On passe donc, dans l'espace, d'un cadrage très économique dans les périphéries productives (ce qui fait écho aux demandes orientées vers le pouvoir d'achat ou la reconnaissance du travail, autour d'une « moralisation de l'économie ») à un cadrage beaucoup plus politique et institutionnel dans les centres concentrant les pouvoirs régaliens et les richesses.

« ON PASSE DONC, DANS
L'ESPACE, D'UN CADRAGE
TRÈS ÉCONOMIQUE DANS
LES PÉRIPHÉRIES PRODUCTIVES
À UN CADRAGE BEAUCOUP PLUS
POLITIQUE ET INSTITUTIONNEL
DANS LES CENTRES
CONCENTRANT LES POUVOIRS
RÉGALIENS ET LES RICHESSES »

Cette évolution témoigne d'une volonté de constituer un véritable rapport de force avec un gouvernement qui n'accède pas aux demandes et réprime. Un chiffre pour illustrer cela : d'un quart environ lors de l'acte initial, on passe à $\frac{3}{4}$ des actions qui se sont déroulées dans une commune à statut au moins

sous-préfectoral lors de l'acte XVI, le 2 mars 2019, avec une progression assez linéaire.

Sur le rapport, maintenant, entre cette évolution des lieux investis et celle de la sociologie des participants et de leurs revendications : oui, il y a bien un lien. Je dirais même que l'évolution de la participation et des cadrages se fait *dans*, mais peut-être aussi *par* l'espace. On a différents travaux qui attestent que cette centralisation progressive des actions a entraîné les premiers GJ à se sociabiliser avec des militants historiquement plus implantés et plus familiers de ces lieux centraux régaliens, riches et donc stratégiques (aussi bien pour les gouvernants que pour l'opinion), qu'ils s'approprient depuis des décennies. Or ces militants avaient aussi leurs cadrages à eux, leur manière de lire notre société et les pouvoirs qui la (re)produisent, notamment au prisme des inégalités, avec une lecture anticapitaliste et un rapport à la représentation politique souvent plus défiant, depuis la demande d'une nouvelle constitution jusqu'à l'autonomie politique. Ils ont

une vision selon laquelle l'engagement citoyen ne se résume pas au vote mais doit s'exprimer aussi par d'autres moyens, moins conventionnels voire sans intermédiation, mais aussi dans d'autres registres, comme dans le champ professionnel ou environnemental, voire autour des rapports sociaux de sexe, de race, humains/non-humains, etc. Ces socialisations croisées ont amené nombre d'évolutions en termes de modes d'action (durcissement voire illégalisation du répertoire) et de revendications (élargissement voire « gauchisation » des causes), aussi dans le but de rallier d'autres militants tandis que les effectifs s'érodaient. On a ainsi vu des convergences ponctuelles entre GJ et lycéens, ou soignants touchés par la fermeture d'équipements publics, mais aussi avec le Mouvement Climat, ou les forces syndicales.

Quelles différences sociologiques selon les lieux et modes d'action ?

On est d'un côté sur une extraction populaire plus ou moins stabilisée, voire une classe moyenne précarisée qui est surreprésentée dans le périurbain éloigné et les petites villes du côté des « premiers » GJ mobilisés notamment sur les ronds-points. Du côté des manifestations, on est plutôt sur une classe moyenne stabilisée avec des professions intermédiaires et notamment des enseignants par exemple. Dans le cas des « premiers » GJ et pour faire écho aux sujets évoqués précédemment, on a notamment pu documenter avec l'enquête par questionnaire ex-bas-normande² la surreprésentation des 40-64 ans, des très mobiles (un gros quart des répondants fait 250 km au moins/semaine ; seulement 6 % ne sont pas motorisés et la moitié l'est doublement), des propriétaires avec un prêt en cours mais aussi des locataires HLM, aux revenus assez composites mais parfois très précaires, et non sans lien, des retraités, employés et chômeurs, mais en fait avant tout des artisans, commerçants et chefs d'entreprises, et des ouvriers. Et parmi ceux-là, beaucoup d'indépendants de la construction, de salariés de la logistique, de chauffeurs, côté masculin, de travailleuses du *care*, des « fonctions support » et du commerce, côté féminin. Autant de mondes populaires particulièrement concernés par les fins de mois difficiles, notamment du fait de la charge automobile et de l'emploi occupé, voire de la volonté d'accéder à un

2 Voir notamment : atlas-social-de-caen.fr/index.php?id=1065

logement individuel par le biais de la propriété, fût-ce au prix de l'endettement.

Si on entend « différences sociologiques » aussi du point de vue de la sociologie politique, alors là aussi

il y en a. C'est d'abord l'expérience militante qui divise les participants selon les lieux et modes d'action : on a pu estimer à entre 40 à 45 % la part de primo-contestataires (ceux n'ayant jamais connu d'engagement militant auparavant) parmi les GJ mobilisés sur les ronds-points et notamment au début, alors que passée la circonspection du début, on a eu progressivement un ralliement de militants plus chevronnés, que ce soient des syndicalistes, des militants associatifs ou des autonomes. Différentes logiques peuvent expliquer cet engagement « en décalé » des militants et instances traditionnels du mouvement social. On a d'abord une logique réputationnelle, avec l'idée selon laquelle le mouvement avait été initié par l'extrême-droite qui a beaucoup circulé dans les réseaux militants en novembre, et qui a agi tel un repoussoir dans ces cercles. On a aussi une logique organisationnelle : alors que les syndicats constituent l'instance traditionnelle du mouvement social en France, ils ont été ici pris de court par une organisation jaune décentralisée via les réseaux sociaux, et même en grande partie opposée à tout rapprochement avec les syndicats (le mouvement se voulait non seulement « apartisan », mais aussi « apolitique » dans le sens où seule la figure du citoyen, déliée de toute appartenance collective, était plébiscitée). Résultat des courses, les centrales syndicales ont été très tardives à appeler à rejoindre le mouvement : à l'acte II, seul Force Ouvrière Transports l'avait fait, tandis que les centrales comme Solidaires l'ont fait un peu après, et la CGT, encore plus tardivement. Cela dit, on a pu retracer le fait que beaucoup de syndicalistes s'étaient engagés dans le mouvement assez rapidement, mais sans drapeau ni bannière, voire en taisant leur engagement syndical, sans doute pour se faire davantage accepter dans ce mouvement « citoyen » donc.

« BEAUCOUP DE SYNDICALISTES
S'ÉTAIENT ENGAGÉS DANS LE
MOUVEMENT ASSEZ RAPIDEMENT,
MAIS SANS DRAPEAU NI BANNIÈRE,
VOIRE EN TAISANT LEUR
ENGAGEMENT SYNDICAL »

Une dernière hypothèse, plus géographique et liée aux espaces de vie, peut être posée : le fait que les espaces de vie de ces militants expérimentés et socialisés à gauche soient majoritairement

urbains et même métropolitains a sans doute œuvré dans le sens qu'ils ne sont pas tant sentis concernés par les problématiques mobilisatoires d'où est parti le mouvement, au-delà du fait que la première politisation qui en était faite, anti-austéritaire et anti-fiscale, ne convenait pas tant à leur cadrage politique local.

Il y a aussi des clivages du point de vue du rapport à la politique, et notamment des préférences électorales et partant, idéologiques. Plusieurs études montrent ainsi le sur-vote à gauche voire à gauche de la gauche chez les GJ manifestants ralliés, ainsi que le sur-vote à l'extrême gauche mais aussi à l'extrême-droite, chez les « premiers » GJ des ronds-points.

Comment s'est déroulée la rencontre entre les premiers mobilisés et les nouveaux venus, plus urbains, au cours de la mobilisation ?

Je dirai qu'on a déjà, structurellement, des zones de convergence, d'accords en tous cas, possibles entre nos deux idéaux-types. D'abord, et pour reprendre la théorie de Simmel, ils sont tous deux dominés dans les logiques de métropolisation, comme je le disais précédemment, et plus explicitement et consciemment, ils assument tous deux d'être en conflit avec « Emmanuel Macron et son monde » comme on dit maintenant : cet antagonisme partagé les place sur une pente de potentiel rapprochement. Ce qui se traduit par exemple par une certaine défiance vis-à-vis de la représentation politique actuelle, et non sans lien, mais sans pour autant se limiter à ça, dans un vote protestataire, bien commun, mais pour autant polarisé. En effet, ils ne s'accordent pas toujours sur la lecture des politiques ordo-libérales à l'œuvre : des travaux ont montré que les rapports à l'État et à la représentation, au travail et aux prestations sociales, et surtout à l'immigration, sont relativement divergents, et potentiellement facteurs de désunion.

Pour ce qui est de documenter comment concrètement, ces points de convergence ou ces désalignements idéologiques ont pu donner lieu, ou non, à des convergences réelles, là, seules les études qualitatives mobilisant des entretiens croisés ou des observations ethnographiques

« ILS ASSUMENT TOUS
DEUX D'ÊTRE EN CONFLIT
AVEC « EMMANUEL MACRON
ET SON MONDE » »

« BON NOMBRE DE GJ SE SONT AINSI ENGAGÉS DANS LES LUTTES ANTI-PASSE SANITAIRE, OU PLUS RÉCEMMENT CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES, EN RÉACTIVANT LEURS RÉSEAUX, MAIS AUSSI LEURS SAVOIR-FAIRE »

peuvent le documenter. Et force est de constater que celles-ci n'ont pas été sans accroc. Dans le cas qui m'occupe, dans l'Orne, département rural, désindustrialisé et vieillissant de l'Ouest français, elles ont donné lieu aussi bien à des rejets (moins des personnes que des nouveaux cadrages ou des modes d'actions qu'elles proposaient) qu'à

des changements de comportements. Ainsi, certains GJ rencontrés en sont arrivés, au cours ou à l'issue de leur engagement en jaune, à accepter de quitter momentanément le rond-point pour « monter » à Caen, Rouen ou Paris ; à se dire que les forces de l'ordre, ce n'était pas seulement les gendarmes départementaux avec qui on avait pu boire le café sur le rond-point, mais aussi la répression parfois aveugle dans les grandes villes ; à réaliser qu'au-delà du contrôle des représentants politiques, à travers le Référendum d'Initiative Citoyenne notamment, il y avait d'autres formes d'organisation sociale possibles, plus horizontales et directes ; à se dire qu'il y avait d'autres dominations que salariales, etc. En tous cas, et malgré quelques évitements (rester dans le mouvement mais en se regroupant sur un rond-point « entre-soi »), on a eu une forte politisation des participants initiaux, qui, s'ils n'ont pas toujours amendé leurs cadrages et leurs pratiques militantes, sont maintenant au fait qu'il en existe d'autres, qui sont aussi capables dorénavant de les situer politiquement, et qui sont aussi capables de les réinvestir à l'occasion de nouvelles séquences et autour de nouvelles causes politiques. Bon nombre de GJ se sont ainsi engagés dans les luttes anti-passe sanitaire, ou plus récemment contre la réforme des retraites, en réactivant leurs réseaux, mais aussi leurs savoir-faire. Et c'est là, symétriquement, qu'on s'aperçoit aussi de ce que le mouvement des GJ a fait aux militants plus traditionnels du mouvement social : je pense à ce rond-point alençonnais où une pancarte avec écrit « les Gilets jaunes avaient raison » était plantée en mars dernier par des militants syndicaux. Ou encore à ceux qui, à Caen, bloquaient à quelques-uns seulement avec des palettes, en partie fatigués des manifestations centrales que le gouvernement n'écoute plus, et qui miment clairement des premiers GJ. Et puis on a pu observer

à une échelle plus large que la géographie de la « contestation retraites », en tous cas dans sa phase la plus récente, c'est-à-dire lorsque l'enjeu démocratique autour de la légitimité du 49.3 s'est ajouté à celui du travail, ou plutôt de l'équité face au temps travaillé, était une géographie plutôt acéphale, et touchant jusqu'aux petites villes, c'est-à-dire une géographie tirant vers celle du mouvement des GJ du début. De nouveau, cette hypothèse d'un certain rapprochement entre fractions populaires plus ou moins stabilisées et politisées jusque-là de manière presque irréconciliable, aussi parce que socialisées dans des espaces variés, mais toutes deux opposées au bloc ordo-libéral en place, revient...

Vous avez mené votre enquête dans une période qui a connu de grands succès de librairies sur le thème de la France périphérique (Christophe Guilluy) ou de l'Archipel Français (Jérôme Fourquet). Quel rapport entretenez-vous à ces contributions à forte visibilité ?

Je trouve cela toujours intéressant de lire l'inégale répartition du capital et de tout ce qui s'ensuit dans notre société sous le prisme de l'espace (division sociale de l'espace). C'est une idée développée d'ailleurs par David Harvey et d'autres géographes et penseurs marxistes, cette idée « d'urbanisation du capital » : l'urbanisation, la métropolisation on dirait surtout maintenant, serait en quelque sorte le résultat mais peut-être aussi la condition de l'accumulation capitaliste – mais ce n'est pas tant l'ancrage théorique dans lequel s'inscrit Guilluy, c'est peu de le dire. Surtout, inférer ensuite, en creux, que les « périphéries » en sont dépourvues, et même privées, c'est pêcher d'abord deux fois par homogénéisation. Car ces périphéries, les espaces ruraux et même périurbains, sont en fait assez divers économiquement, sociologiquement, et même politiquement, comme le sont d'ailleurs les métropoles. Il existe en effet, et nombre de détracteurs de Christophe Guilluy l'ont bien montré, des enclaves très pauvres au sein des grandes villes françaises (ce que Christophe Guilluy posait pourtant d'ailleurs avec Christophe Noyé dans leur « Atlas des nouvelles fractures sociales en France » en

« JE TROUVE CELA TOUJOURS
INTÉRESSANT DE LIRE L'INÉGALE
RÉPARTITION DU CAPITAL ET DE
TOUT CE QUI S'ENSUIT DANS
NOTRE SOCIÉTÉ SOUS LE PRISME
DE L'ESPACE »

2004), et en fait bien plus pauvres, en moyenne, que ces périphéries rurales et périurbaines. Donc du côté de Christophe Guilluy, il y a, me semble-t-il, une généralisation abusive, un raccourci qui permet d'obtenir un

« CES PÉRIPHÉRIES, LES ESPACES RURAUX ET MÊME PÉRIURBAINS, SONT EN FAIT ASSEZ DIVERS ÉCONOMIQUEMENT, SOCIOLOGIQUEMENT, ET MÊME POLITIQUEMENT, COMME LE SONT D'AILLEURS LES MÉTROPOLIS. »

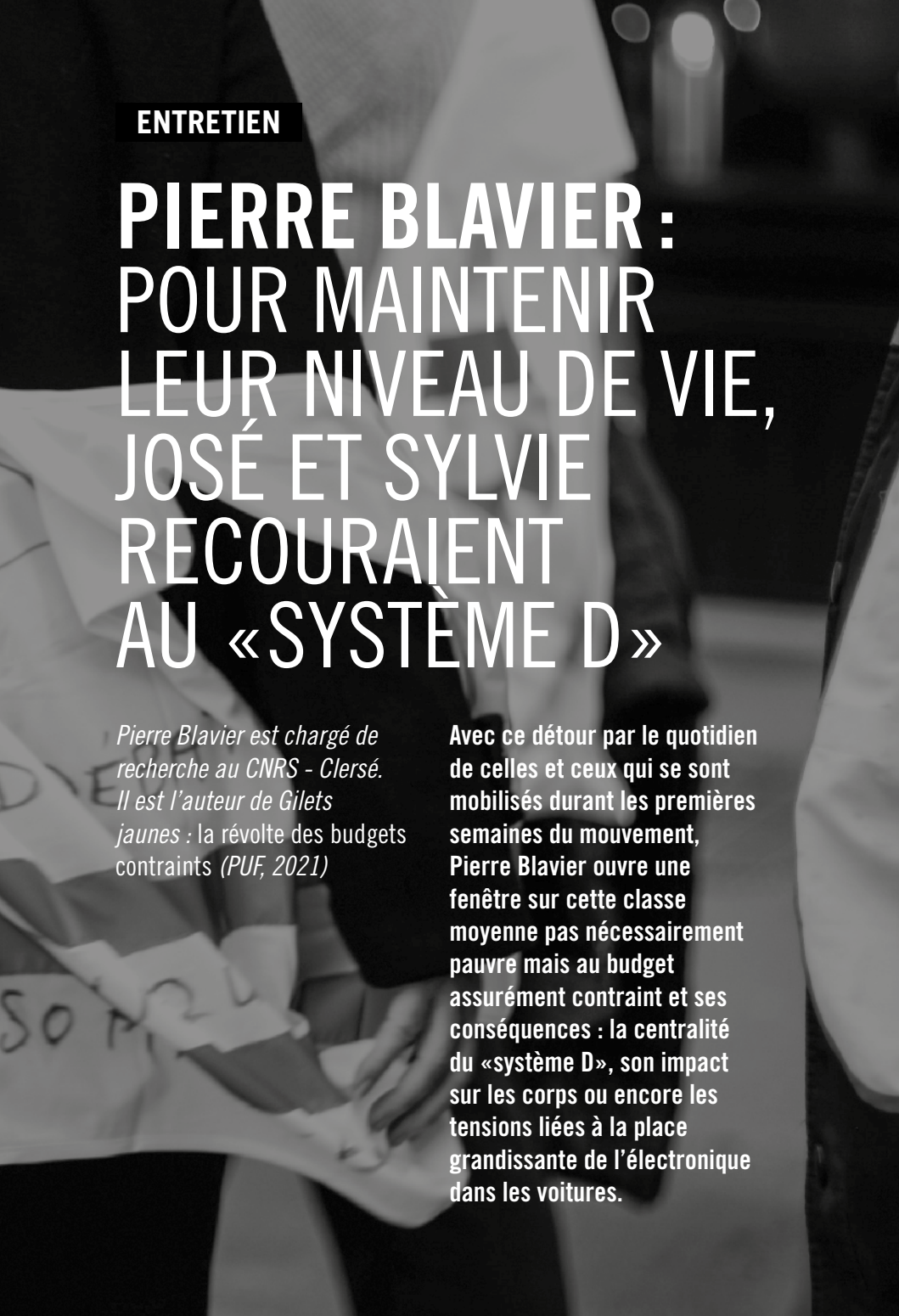
modèle binaire un peu simpliste et qui n'est peut-être pas sans lien avec son succès dans les librairies et les médias *mainstream*. Là où son analyse me pose clairement problème, c'est non plus sur l'insécurité économique (indifférenciée donc, mais quand bien même elle serait objectivable, elle n'en serait pas nécessairement vécue d'ailleurs), mais sur une insécurité aussi culturelle de cette France périphérique, thèse déjà ancienne mais qui revient dans son dernier ouvrage "Les Dépossédés". Je serais d'abord curieux de voir sur quoi se base Christophe Guilluy pour avancer ce constat. Autant, objectiver des revenus, du capital, des emplois, des services, etc., et en tirer une différenciation géographique, c'est tout à fait possible. Autant, objectiver cette insécurité culturelle, cela me semble assez fumeux, même en mobilisant des proxy, tels que le vote, dont on sait en sociologie politique et notamment électorale qu'il renvoie à bien d'autres logiques. Mais surtout, le fait de la prêter sous la forme d'un projet dûment planifié, à une élite (au passage là encore homogénéisée presque magiquement) autour de la volonté d'instituer coûte que coûte un ordre libéral multiculturel, là, on tombe presque dans la théorie du complot, d'autant là encore, que côté empirique, ça pêche sacrément. Mais au-delà de ça, sur un plan plus politique, une telle assertion ouvre un boulevard au populisme d'extrême-droite et à son développement dans ces territoires, qui n'ont entre guillemets pas besoin de ça depuis la percée du Rassemblement National voire d'Éric Zemmour entre 2017 et 2022. Comme l'écrivait Éric Charmes, l'œuvre de Guilluy me semble « plus idéologique que scientifique ». Il y a sûrement bien d'autres issues possibles que le repli identitaire pour ces territoires à l'écart des dynamiques métropolitaines, et comme je l'esquissais précédemment, relocalisation énergétique, alimentaire, industrielle ou autre ne rime pas nécessairement avec entre-soi, loin s'en faut.

Dans le cas de Jérôme Fourquet, on lui doit notamment une des premières approches « écologiques » des GJ avec Sylvain Marnach, ou le fait de resituer à plusieurs occasions l'émergence du mouvement dans la France post-désindustrialisation

« IL Y A SÛREMENT BIEN D'AUTRES ISSUES POSSIBLES QUE LE REPLI IDENTITAIRE POUR CES TERRITOIRES À L'ÉCART DES DYNAMIQUES MÉTROPOLITAINES »

et selon des perspectives croisées aussi bien démographique, économique, socioprofessionnelle, que culturelle et politique, saisies notamment dans leur dimension spatiale (*La France sous nos yeux*, avec Jean-Laurent Cassely, qui reprend d'ailleurs pas mal de thèmes de *L'Archipel Français* paru quelques temps avant). Là encore, je me pose des questions sur l'empirie (moins que pour Guilluy ou Todt, cependant), ou plutôt sur ce qu'on lui fait dire, avec des oppositions de nouveau parfois un peu simplistes, voir spatialistes, telles "gagnants vs perdants de la mondialisation", d'ailleurs empruntée à Guilluy ou "*somewhere vs. anywhere*" empruntée à David Goodhart, mais qui, mais qui ont néanmoins le mérite de soulever des logiques explicatives peut-être un peu négligées par rapport aux variables sociologiques « lourdes » comme l'éloignement des logiques de métropolisation ou l'ancrage géographique et d'être produites rapidement, presque « à chaud ». Je pense que des travaux de plus long court, venant nuancer et même critiquer ce type de travaux, tels ceux que de nombreux universitaires conduisent quotidiennement, avec leur moyens limités et leur charge de travail importante quoiqu'on en dise, doivent continuer et être au moins autant publicisés. Même s'ils demandent un coût d'entrée plus important en étant souvent différés, plus longs, mais plus nuancés. Autant parce que la réalité est complexe, que parce que si l'enjeu de la science est de servir le plus grand nombre, le piège c'est de penser que ce plus grand nombre se satisfait et bénéficie d'une analyse parfois simplificatrice, ce dont je doute. Je suis sans doute naïf, mais peut-être qu'une partie des lecteurs de Christophe Guilluy et Jérôme Fourquet (et au moins les plus dotés sociologiquement) ne s'y arrêtent pas, et vont ensuite lire des études plus poussées. Je l'espère en tous cas. Et c'est notre boulot de contribuer à ce qu'ils le fassent. Quant aux représentants politiques servant publiquement et sans précautions les modèles binaires pour flatter certains électeurs et leurs fins politiques, là, c'est bien plus problématique, mais la responsabilité leur revient davantage qu'aux analystes les ayant produits me semble-t-il.





ENTRETIEN

PIERRE BLAVIER : POUR MAINTENIR LEUR NIVEAU DE VIE, JOSÉ ET SYLVIE RECOURAIENT AU «SYSTÈME D»

*Pierre Blavier est chargé de recherche au CNRS - Clersé. Il est l'auteur de *Gilets jaunes : la révolte des budgets contraints* (PUF, 2021)*

Avec ce détour par le quotidien de celles et ceux qui se sont mobilisés durant les premières semaines du mouvement, Pierre Blavier ouvre une fenêtre sur cette classe moyenne pas nécessairement pauvre mais au budget assurément contraint et ses conséquences : la centralité du «système D», son impact sur les corps ou encore les tensions liées à la place grandissante de l'électronique dans les voitures.

Peut-on dresser un portrait-robot du Gilet jaune, notamment celui des ronds-points ?

Ce qu'on peut dire c'est que les Gilets jaunes, du moins ceux qui se rassemblent au cours des premières semaines du mouvement depuis le 17 novembre 2018 jusqu'à début janvier 2019, sont majoritairement issus de ce qu'on pourrait appeler les milieux populaires de la France contemporaine. Il faut préciser cette catégorisation en indiquant quels secteurs d'activité étaient représentés. Du côté des hommes, on retrouve les ouvriers de l'industrie et d'autres professions manuelles, des fonctionnaires de catégorie C, ceux qu'on appelle couramment des cantonniers, et parmi ces ouvriers de l'industrie, des mécaniciens qui travaillent dans des garages mais aussi dans des industries. Des chauffeurs vont être très présents également, et c'est là qu'il faut ouvrir au pan féminin avec aussi des chauffeuses. Les femmes étaient présentes dans ce mouvement, sans donner d'estimations on peut dire qu'elles étaient sous-représentées par rapport aux hommes mais néanmoins très présentes à travers les métiers dits du *care*. Ce sont toutes les personnes qui travaillent dans l'aide à domicile, comme assistantes de services hospitaliers (ASH), des infirmières et aussi des chauffeuses et des vendeuses dans la région où j'étais. En termes socioprofessionnels c'est vraiment cela les Gilets jaunes même s'il faudrait préciser et indiquer par exemple qu'il y avait une forte présence de motards sur les ronds-points bien que ce ne soit pas une catégorie socioprofessionnelle. Ce qui relie ces professions, en tout cas c'est l'hypothèse que j'ai défendue, c'est l'usage de la voiture, ce sont de grandes utilisatrices du secteur routier et de la circulation routière.

Le mouvement des Gilets jaunes était-il une révolte de la France périphérique ?

Je n'utiliserais pas l'expression de « France périphérique » en tant que telle parce que je trouve que c'est difficile de voir à quoi elle renvoie ou correspond, a priori des territoires assez divers. En revanche, ce qu'on peut dire, c'est que par rapport à une mobilisation comme Nuit Debout qui avait eu lieu deux ans auparavant en 2016 et était plutôt une mobilisation en métropole, même s'il y a eu des Nuit Debout dans des villages, là les Gilets jaunes c'est vraiment une mobilisation de proximité et dans des territoires qui sont effectivement plus à distance des grandes métropoles. C'est donc vrai que c'est majoritairement un mouvement périurbain. Avec le géographe Etienne Walker, nous avons montré que les Gilets jaunes se rassemblaient dans des lieux urbains, dans des préfectures, dans des sous-préfectures mais qu'ils habitaient dans des zones qui se situaient tout autour et qu'on appelle maintenant le périurbain. Il faut insister sur le fait que contrairement à ce que laisse entendre l'expression "France périphérique", il y a en réalité des territoires périurbains. Ils sont relativement variés en termes de marché du travail, de services publics, de dynamisme de la région et tout simplement d'ancrage régional. Le point commun entre toutes les mobilisations c'est qu'il s'agissait de personnes habitant autour ou étant assez éloignées des métropoles, à la frontière de l'urbain et du rural, c'est plutôt de là que venaient les Gilets jaunes.

Vous mettez en lumière la réalité de budgets contraints. Quelles étaient ces contraintes ? Quelles situations sociales étaient mises en difficulté par la hausse des prix ?

Dans le livre j'essaie d'expliquer une difficulté à laquelle j'ai été confrontée comme d'autres collègues travaillant en sciences sociales qui était de situer les difficultés socioéconomiques des Gilets jaunes. C'était difficile parce que, d'un côté, les enjeux socioéconomiques étaient très présents au sein des Gilets jaunes, que ce soit par exemple

« LES DIFFÉRENTES
ENQUÊTES MONTRENT
QU'ON EST LOIN D'AVOIR
UNE POPULATION ISSUE
DES FRANGES LES PLUS
PAUVRES DE LA SOCIÉTÉ »

par la revendication de plus de justice sociale ou de supprimer la taxe sur le carburant. D'un autre côté, les différentes enquêtes montrent qu'on est loin d'avoir une population issue des franges les plus pauvres de la société, en tout cas si l'on considère les indicateurs officiels dont on dispose et notamment ceux de l'Institut National de la Statistique et des études économiques (INSEE). On s'est rendu compte qu'il y avait beaucoup de personnes qui travaillaient sur les ronds-points, avec certes un taux de chômage un peu plus élevé que dans la société française, mais disons qu'on n'a pas à faire à la grande pauvreté, qui était aussi présente mais non majoritaire. Dans le livre j'essaie de résoudre ce paradoxe, en tout cas de fournir une proposition d'explications, en faisant le budget de famille d'un ménage de Gilets jaunes que j'ai eu l'occasion de rencontrer sur les ronds-points. J'ai essayé de faire ce budget de manière assez précise en prenant en compte les enjeux monétaires mais aussi l'ensemble des manières non-monétaires qui permettent à un ménage de joindre les deux bouts. Cette démarche met en lumière des enjeux d'aménagement du territoire, de politiques publiques, mais aussi de goûts. Et donc j'ai essayé de rendre compte de cela le lien avec ce qu'il se passait sur les ronds-points qui était lié à des enjeux de conditions et de modes de vie.

Qu'a mis en lumière votre enquête sur le budget de ce ménage ?

En l'occurrence il s'agit du ménage de José et de sa femme Sylvie, lui est mécanicien et elle est postière. Sans rentrer dans les détails que j'essaie de préciser dans le livre, il faut dire qu'ils ne sont pas pauvres, ils n'appartiennent pas aux 14 % de nos concitoyens considérés comme étant en situation de pauvreté monétaire, mais ils ont des marges de manœuvre financières qui sont relativement limitées. Il y a plusieurs manières de définir ces marges de manœuvre, moi j'ai choisi de prendre toutes les dépenses dont on sait qu'elles vont avoir lieu chaque mois. Ce qui m'intéressait c'était d'identifier

« POUR MAINTENIR
LEUR NIVEAU DE VIE,
ILS RECOURAIENT À TOUT
UN ENSEMBLE DE PRATIQUES
QU'ILS APPELLENT
« LE SYSTÈME D » »

toute une part qui sert à financer les imprévus, les vacances, les vêtements, qui sont achetés plus rarement. En calculant l'ensemble de ces dépenses déjà engagées, je me suis rendu compte qu'il restait 8 % de leurs revenus déclarés de leurs deux salaires. C'est en ce sens que

je parle de budgets contraints d'un point de vue financier. Mais ce qui est en jeu pour un tel ménage, au-delà de la question financière, c'est l'organisation quotidienne de leur mode de vie et l'ensemble des efforts nécessaires au maintien de leur niveau de vie, et de celui de leur descendance. José et Sylvie sont un couple qui habite dans un pavillon qui se situe à une dizaine de kilomètres d'une ville moyenne. Ils ont acheté ce pavillon dans les années 2000. José m'a expliqué que pour maintenir leur niveau de vie, ils recouraient à tout un ensemble de pratiques qu'ils appellent « le système D » et que j'essaie de décrire dans l'ouvrage. Ce « système D » consiste à réparer soi-même ses voitures par exemple pour ne pas recourir à des frais de main-d'œuvre, jusqu'au fait de réparer parfois des voitures de voisins, de faire des travaux chez eux, de couper son propre bois, pratique très présente chez les Gilets jaunes pour économiser sur leur facture de gaz ou d'électricité pour se chauffer.

Et cela a quelle conséquence sur le temps disponible quand on a une vie active à côté ?

Cet ensemble de pratiques met à rude épreuve le mode de vie d'un ménage, puisqu'en fait il se heurte à un certain nombre de difficultés matérielles et techniques. D'abord le fait que les véhicules deviennent de plus en plus électroniques est vécu comme un fléau par les Gilets jaunes. Cela peut sembler un détail pour les personnes qui ont peu travaillé dans la mécanique ou qui n'y connaissent rien en la matière, mais c'est central pour eux. Il y a aussi des enjeux d'usure des corps qui étaient très présents au sein des Gilets jaunes avec le fait que cela donne lieu à des emplois du temps qui sont surchargés et à des amplitudes de travail, que ce soit du travail pour un employeur ou du travail pour soi, qui sont vraiment très importantes. Dans ce travail il faut d'ailleurs compter la part, très souvent féminine, liée au *care* ou à l'entretien des animaux s'il y a une basse-cour par exemple. Il y a toutes ces tensions qui existent aujourd'hui en plus de l'enjeu majeur que les Gilets jaunes n'ignorent pas qui est l'enjeu environnemental. C'est pour ça que j'utilise cette expression « contrainte », elle est financière mais c'est aussi pour dire que ce sont des modes de vie qui sont contraints et tendus et c'est ça pour moi qui est au cœur du mouvement des Gilets jaunes.

« LE FAIT QUE LES
VÉHICULES DEVIENNENT
DE PLUS EN PLUS
ÉLECTRONIQUES EST VÉCU
COMME UN FLÉAU PAR
LES GILETS JAUNES. »

Au-delà de la hausse de la taxe carbone, quelles politiques publiques sont remises en question par ces modes de vis contraints ?

La situation renvoie à des choix individuels mais elle renvoie aussi très largement, effectivement, vous l'avez évoqué, aux politiques publiques qui ont été appliquées ces dernières décennies. Ou bien à des formes aussi de ce qu'on pourrait appeler des imaginaires sociaux, par exemple, je crois qu'on ne comprend pas bien la place de la voiture dans la société française si on ne comprend pas qu'on a été abreuvé pendant des décennies de films américains dans lesquels la voiture occupe une position absolument centrale. Je crois qu'on hérite des choix culturels et des choix de politiques publiques qui ont été faits dans le passé.

Ce qui est en jeu actuellement, ce qui est difficile pour tout le monde, pour les Gilets jaunes et pour l'ensemble de la société, c'est la question de l'aménagement du territoire et du fait qu'aujourd'hui nous sommes héritiers de plusieurs décennies de promotion de l'habitat individuel et notamment de l'habitat pavillonnaire. Ce qui pose des problèmes environnementaux à au moins deux titres. Il y a d'abord la question de l'isolation de ces pavillons en hiver qui est devenue une question centrale. On voit bien que les politiques publiques l'ont assez peu anticipée, même si maintenant cela a évolué. Il y a aussi la question de l'usage de la voiture qui sous-tend, au quotidien, tous les déplacements et pratiquement toutes les activités qui sont réalisées. Quand vous habitez dans un pavillon, les écoles et les commerces sont à distance, votre travail également, et tout ça repose sur la voiture et notamment la voiture thermique. On sait qu'il y a des gros débats sur le passage à l'électrique mais disons qu'en tout cas ce sont des modes de vie qui reposent essentiellement sur la voiture et ça c'est lié à comment ont été aménagés les axes routiers et aussi les endroits où il était permis de construire des pavillons et des maisons individuelles.

La maison de José et Sylvie était-elle bien isolée ?

Nous en avons peu parlé, mais plusieurs gilets jaunes m'ont dit: *« il faudrait quand même qu'on fasse des travaux pour isoler et pour réduire nos factures »*. Ces travaux, ils envisagent de les faire eux-mêmes, mais ce ne sont pas toujours des savoir-faire bien connus.. Mais plus généralement, ce que beaucoup de Gilets jaunes me disaient, et notamment lui, c'est que les aides étaient très difficiles à obtenir, que c'était un « boursier administratif » pour reprendre une de leurs expressions. Du coup, ils doutaient de l'existence effective de ces aides. Et en même temps, comme certains de leurs voisins avaient parfois eu recours à ces aides, la question se posait vraiment à l'époque de recourir à ces aides pour mieux isoler sa maison. Ce qui m'a frappé là-dessus c'est que les Gilets jaunes ne sont pas si éloignés des politiques publiques, ils suivent ce qui est mis en place que ce soit en termes d'environnement ou encore sur la question du chômage ou des retraites. Ils observent ce qui va leur être proposé et en réalité ont pour beaucoup d'entre eux une vue assez large. Ils mettent en relation le côté redistributif de ces politiques publiques alors que ce sont des débats qui sont souvent assez techniques. Ils ont des notions sur le fait que le kérosène n'est pas du tout taxé et que ce sont majoritairement des personnes fortunées qui prennent l'avion.

Vous écrivez dans votre livre que « la voiture reste aujourd'hui un objet incarnant les luttes de ménages comme ceux des Gilets jaunes pour leur autonomie et leur statut social ».

C'est une question délicate mais, là encore, en termes de politiques publiques, les Gilets jaunes avaient beau jeu de pointer le fait que « ça a tapé fort », comme ils disaient, du côté de l'automobile et de la régulation routière. Il y a eu la réforme du contrôle technique mais aussi un durcissement des sanctions liées à la route et notamment les contrôles par radars automatiques, l'accroissement des contrôles routiers, notamment pour alcoolémie, les sanctions encourues en cas de délits routiers sont devenues plus strictes etc. Les Gilets jaunes disent que la circulation routière s'est beaucoup modifiée, ils évoquent aussi le passage de 90 à 80 km/h et également la privatisation des autoroutes qui est vraiment quelque chose qui donne lieu à des raisonnements quasi complotistes sur le fait que les gouvernements successifs seraient vendus aux entreprises

privées d'autoroute. Les Gilets jaunes pointaient un ensemble de réformes qui pèsent sur la régulation routière. Là-dessus je pense qu'il faut être prudent parce que ces politiques avaient pour visée notamment la limitation de la mortalité routière, ce qui n'est pas un sujet anodin, mais disons que de leur côté il y avait un certain sentiment de persécution sur cet objet central qu'est l'automobile. En disant ça je ne me range pas directement de leur côté mais je pense qu'il faut vraiment parvenir à adopter leur point de vue et voir qu'effectivement « ça a tapé fort » du côté des réformes de la circulation routière. Les Gilets jaunes là-dessus sont très critiques du gouvernement d'Emmanuel Macron mais aussi plus largement de ce qui s'est fait ces dernières décennies, c'est important de souligner ce caractère durable des réformes qui ont été prises et qui empiètent, au quotidien, sur leur liberté de circulation.

Vous avez abordé la question de l'électronisation des voitures et du fait que ce soit compliqué de les réparer, c'est quelque chose qui revenait beaucoup ?

L'électronisation c'est beaucoup revenu, je me suis rendu compte que c'était quelque chose de vraiment très important parce que ça remettait en cause la possibilité de réparer soi-même sa voiture et donc d'économiser de l'argent. Et ça remettait aussi en cause quelque chose de très important qui est la transmission d'un savoir-faire populaire de comment réparer sa voiture. L'électronisation remet cela directement en cause car il faut recourir à des « valises ». Ce sont des bornes électroniques qui existent dans les garages professionnels et notamment ceux de grande marque mais qui sont extrêmement coûteuses à l'achat et qui font que c'est difficile d'en avoir une pour vous-mêmes alors que les autres outillages, même s'ils ont aussi un coût, étaient plus abordable. L'électronique nécessitait aussi un apprentissage, là encore, assez important, pour les personnes concernées. Donc pour eux, l'électronique d'un certain côté ce n'est pas de

« ÇA REMETTAIT AUSSI EN CAUSE QUELQUE CHOSE DE TRÈS IMPORTANT QUI EST LA TRANSMISSION D'UN SAVOIR-FAIRE POPULAIRE DE COMMENT RÉPARER SA VOITURE. »

la vraie mécanique, c'était quelque chose de très présent sur les ronds-points alors que ça a relativement peu émergé dans le débat public. Eux mettent ça directement en relation avec la possibilité de passer ou non son contrôle technique pour des véhicules âgés, ce qui est aujourd'hui de plus en plus difficile.

Est-ce que vous avez une idée du pourcentage de la population que José et Sylvie représentent ?

On sait que les milieux populaires représentent environ la moitié de la population active française. Ce que l'on peut dire, c'est que, si on se fie à la catégorie socioprofessionnelle, les milieux Gilets jaunes restent actuellement très importants en France. Ils ne sont peut-être pas majoritaires si on prend en compte le fait qu'au sein des classes populaires les secrétaires étaient assez peu présentes, alors qu'elles représentent une part importante de l'emploi des femmes des classes populaires. Il faut être très prudent, mais il y a probablement entre 30 et 50 % de la société française qui serait concernée par ces tensions.

Pourquoi, à votre avis, les secrétaires se sont peu mobilisées ?

C'est une question intéressante, mais que j'ai pour l'instant peu approfondie. Disons qu'au moment où j'ai fait l'enquête, et ça a été confirmé par l'enquête nationale et par d'autres enquêtes par téléphone, on s'est rendu compte que les secrétaires étaient sous-représentées. À ma connaissance, cela renvoie au fait que les secrétaires sont une catégorie de la population qui est peu mobilisée notamment en entreprise, qui est peu syndiquée. Je m'étais déjà aperçu de cela dans d'autres travaux sur les engagements dans les conflits du travail. Cela s'explique notamment par le fait que ce n'est pas évident de se mobiliser quand vous travaillez vraiment au quotidien avec une direction d'entreprise. C'est un constat statistique, cela ne veut bien sûr pas dire que certaines secrétaires étaient dans les gilets jaunes, ou mobilisées dans leur entreprise !

« IL Y A PROBABLEMENT
ENTRE 30 ET 50 %
DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE
QUI SERAIT CONCERNÉE
PAR CES TENSIONS. »

Vous dites dans votre livre qu'il « existe une très forte congruence entre les milieux socioprofessionnels investis dans un mouvement social et ses formes d'action », comment cela se concrétise ?

C'est quelque chose qui a été très frappant et assez peu relevé dans l'analyse des Gilets jaunes. Ce qu'on sait depuis plusieurs décennies en littérature de sciences politiques, c'est que les milieux populaires sont relativement éloignés de la politique. Ils sont peu investis dans les partis politiques, dans les associations, dans les syndicats et là, en quelques semaines, on a une irruption des classes populaires sur le devant de la scène politique. Pour essayer d'expliquer ce phénomène, on peut faire le lien entre l'investissement de personnes plutôt éloignées de la politique institutionnelle et le fait que sur les ronds-points, elles pouvaient y mettre en œuvre un certain nombre de savoir-faire. Cela leur permettait de se sentir très à l'aise avec, par exemple, le filtrage routier, la construction de cabanes, la mise en place d'une ambiance conviviale en reprenant le registre des rencontres sportives ou des mobilisations syndicales -qui n'étaient pas complètement absentes de ce point de vue là des ronds-points-. Dans le livre, j'essaie de décrire tout cet ensemble de savoir-faire car il me semble que ça délivre un message politique très fort, peu importe bord politique : si on veut engager nos concitoyens dans la politique, il faut essayer de concevoir qu'il faut une relation entre le mode de vie de ces personnes et les formes d'engagement qu'on leur propose.

Beaucoup de primo-contestataires étaient présents sur les ronds-points dès le début du mouvement. Cela veut-il dire que les individus plus politisés, par exemple syndiqués, étaient absents ?

Ce qu'on peut dire là-dessus c'est que c'était des primo-contestataires dans le sens où vous aviez toute une partie des Gilets jaunes, et ils ont été nombreux, qui ont été des personnes peu engagées dans les formes les plus institutionnalisées de la politique. Ça c'est un point qui a été régulièrement relevé et qui est tout à fait exact. Cela n'empêche pas qu'au sein des Gilets jaunes, en réalité, les personnes ayant fait ou faisant partie d'un parti politique ou d'un syndicat étaient relativement présentes. C'est souvent le cas

quand il y a une mobilisation, il y a toujours des personnes qui ont une certaine expérience de la politique et notamment telle qu'elle existe en France depuis le 19^e siècle pratiquement, qui sont largement présentes. Pour les syndiqués je l'ai montré et ça a été confirmé par l'enquête nationale, on a pu observer qu'ils étaient sur-représentés. Le taux de syndicalisation chez les Gilets jaunes était plus élevé que ce qu'on observait dans la population générale. Une fois qu'on a dit cela, il faut être très précautionneux parce que ça ne veut pas dire qu'ils affichent leur engagement syndical. On a observé des phénomènes de « laisser le drapeau à la maison » par exemple.

On a l'impression que les syndicats sont restés relativement extérieurs aux Gilets jaunes mais en réalité, il y avait beaucoup de syndiqués qui ont pu mettre à profit leur expérience, par exemple dans la capacité à mettre en place un barbecue, à organiser un collectif ou à ne pas s'inquiéter du fait que la mobilisation dure un peu dans le temps et qu'on n'obtienne pas tout de suite satisfaction des revendications. Le fait qu'il y ait beaucoup de syndiqués tenait aussi aux milieux sociaux mobilisés et notamment au fait que la syndicalisation est plus forte dans les milieux industriels. C'est un point à relever, il y a un effet de structure sous-jacent qui explique aussi cette répartition.

Vous parlez dans votre livre de « politisation in situ », comment cela s'est-il traduit ?

Pour décrire ce qui était à l'œuvre sur les ronds-points j'ai essayé de développer la notion de politisation *in situ*. C'est à dire une politisation qui se fait sur les ronds-points et qui se fait à la fois pour les Gilets jaunes présents et engagés dans la gestion du trafic routier mais aussi pour les automobilistes. Très souvent, ils étaient arrêtés par les Gilets jaunes, un court instant, mais qui suffisait à nouer un échange et un appel au soutien des Gilets jaunes avec, par exemple, l'appel aux dons si les personnes allaient faire leurs courses ou l'appel à venir les rejoindre sur les ronds-points. Il y avait donc des discussions qui se nouaient sur les ronds-points, faisant de cet espace un espace très important. J'utilise le terme de politisation même s'il faudrait discuter un peu plus précisément ce terme, mais disons en tous cas qu'il y avait des discussions sur des aspects de la vie sociale peu discutés par ailleurs et, encore plus rarement, discutés avec des personnes qu'on ne connaît

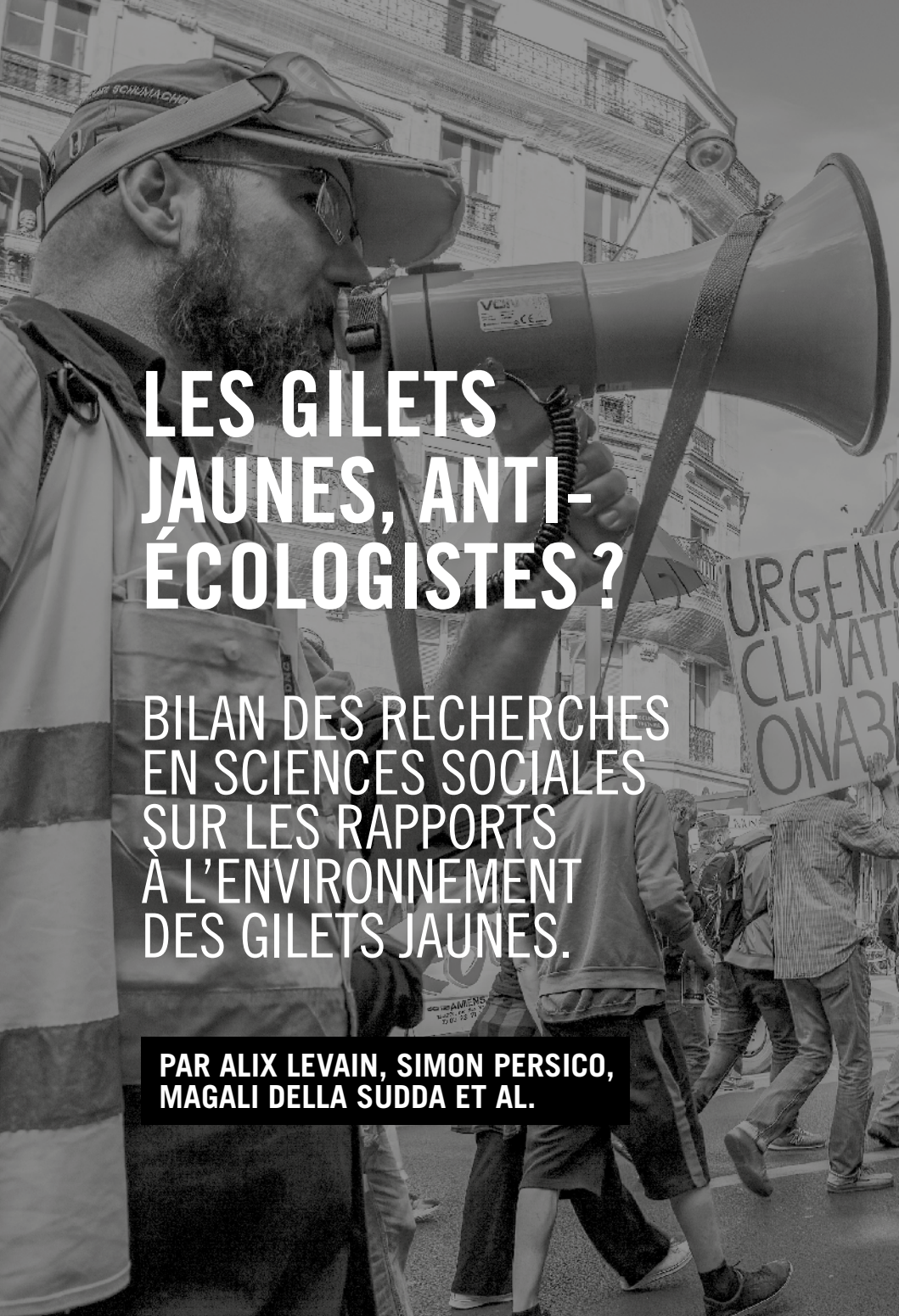
pas déjà. C'était quelque chose de très frappant, cela a donné lieu à une forme de libération de la parole sur les conditions de vie que connaissent les Gilets jaunes mais aussi sur les problèmes environnementaux qui n'étaient pas du tout absents des discussions comme j'ai pu m'en rendre compte.

Est-ce que vous savez si les groupes locaux ont eu des suites ?

C'est un débat qui est en cours entre politistes que je me garderais bien de trancher faute d'avoir directement travaillé sur le sujet. Mon sentiment c'est que les Gilets jaunes n'ont pas eu de débouchés politiques concrets et très clairs, très identifiables après leur mouvement. Que ce soit à l'occasion des élections municipales ou d'élections plus nationales, il y a eu beaucoup de difficultés à monter des listes Gilets jaunes. Ceci étant dit, ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu d'initiatives locales, il y a des initiatives qui passent un peu sous les radars par rapport à l'actualité nationale puisqu'elles se font vraiment au niveau local et notamment des réseaux de mobilisation, des réseaux de contacts, de personnes qui se connaissent et ça je crois que ce n'est pas rien dans notre société aujourd'hui. Disons qu'en termes d'initiatives et notamment d'initiatives sur l'environnement j'ai l'impression que ça a assez rapidement périclité même s'il y a eu, par exemple, des initiatives de potagers collectifs qui sont restées, à ma connaissance, relativement marginales. Il y avait aussi eu pas mal de difficultés liées au fait que les Gilets jaunes se sont mobilisés en manifestations et qu'ils y ont fait l'expérience de la violence, que ce soit des forces de l'ordre ou des autres manifestants. Je crois que ça a été une expérience marquante pour beaucoup de Gilets jaunes qui a été à l'origine d'un certain désengagement, en tout cas pour certains d'entre eux. Ça a aussi nui, potentiellement, à la mise en place d'initiatives locales.

Que reste-t-il aujourd'hui du mouvement dans la société? Les leçons ont-elles été tirées par le champ politique?

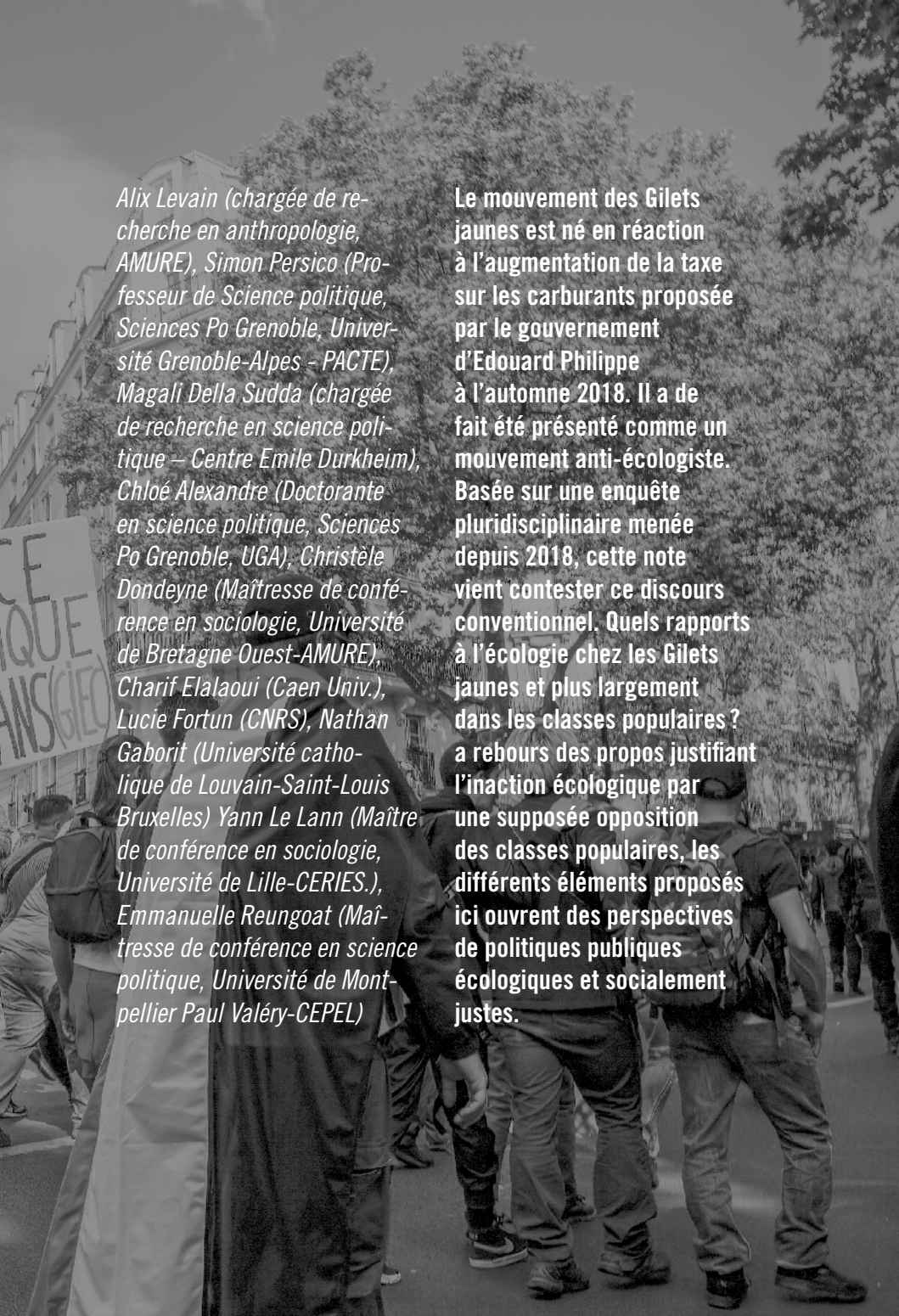
Par manque d'éléments, je préfère rester prudent sur ce terrain. Mon impression c'est que, depuis 2018, peu de choses ont évolué concernant les conditions de vie ou sur la tension entre l'usage de l'automobile et les enjeux environnementaux. Par exemple, j'essaie de suivre la mise en place des ZFE et je pense que ça va donner lieu à des tensions très importantes. L'une des revendications chez les Gilets jaunes, c'était la taxation du kérosène, ça a été bien observé déjà en allant sur les ronds-points mais aussi dans l'enquête nationale qui a pu être réalisée. C'était très frappant, quand on demandait aux Gilets jaunes : « *Qu'est-ce que vous répondez aux personnes qui vous accusent d'être anti-écologistes?* », l'argument kérosène revenait un certain nombre de fois. A ma connaissance, il n'y a pas eu de réelle évolution de ce côté-là. On en reste à un *statu quo* qui est dommageable pour tout le monde, pour les Gilets jaunes, mais aussi pour la planète.



LES GILETS JAUNES, ANTI- ÉCOLOGISTES ?

BILAN DES RECHERCHES
EN SCIENCES SOCIALES
SUR LES RAPPORTS
À L'ENVIRONNEMENT
DES GILETS JAUNES.

PAR ALIX LEVAIN, SIMON PERSICO,
MAGALI DELLA SUDDA ET AL.



Alix Levain (chargée de recherche en anthropologie, AMURE), Simon Persico (Professeur de Science politique, Sciences Po Grenoble, Université Grenoble-Alpes - PACTE), Magali Della Sudda (chargée de recherche en science politique – Centre Emile Durkheim), Chloé Alexandre (Doctorante en science politique, Sciences Po Grenoble, UGA), Christèle Dondeyne (Maîtresse de conférence en sociologie, Université de Bretagne Ouest-AMURE), Charif Elalaoui (Caen Univ.), Lucie Fortun (CNRS), Nathan Gaborit (Université catholique de Louvain-Saint-Louis Bruxelles) Yann Le Lann (Maître de conférence en sociologie, Université de Lille-CERIES.), Emmanuelle Reungoat (Maîtresse de conférence en science politique, Université de Montpellier Paul Valéry-CEPEL)

Le mouvement des Gilets jaunes est né en réaction à l'augmentation de la taxe sur les carburants proposée par le gouvernement d'Edouard Philippe à l'automne 2018. Il a de fait été présenté comme un mouvement anti-écologiste. Basée sur une enquête pluridisciplinaire menée depuis 2018, cette note vient contester ce discours conventionnel. Quels rapports à l'écologie chez les Gilets jaunes et plus largement dans les classes populaires ? a rebours des propos justifiant l'inaction écologique par une supposée opposition des classes populaires, les différents éléments proposés ici ouvrent des perspectives de politiques publiques écologiques et socialement justes.

De puis plus de trois décennies, les climatologues préconisent presque unanimement la mise en œuvre rapide de politiques de rupture et de long terme en matière de changement climatique 2021, (Houghton et al. 1993; Intergovernmental Panel On Climate Change 2023). En 2023, les membres du Haut Conseil pour le Climat ont formulé des préconisations plus précises pour « acter l'urgence » et « engager les moyens » pour y parvenir (Haut Conseil pour le Climat et al. 2023). Ces politiques peuvent être mises en place de différentes manières et avec différents outils dont la légitimité et l'efficacité sont vivement discutées (Cashmore et Wejs 2014; Martin et Islar 2020). L'usage de la taxation pour accélérer la transition environnementale est souvent présentée comme un des outils principaux par de nombreux économistes (voir par exemple : Stiglitz et al., 2018) et environnementalistes mais elle fait face à une forte opposition du public (Carattini, Carvalho, et Fankhauser 2018; Mehleb, Kallis, et Zografos 2021). Si le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) a atteint un consensus sur la nécessité d'agir, il n'existe rien d'équivalent dans le champ politique sur la *manière* d'agir.

La séquence ouverte par les premières manifestations des Gilets jaunes en novembre 2018, fondée initialement sur le rejet de l'augmentation des taxes sur le carburant, constitue sans doute l'exemple le plus profond de l'élargissement du champ de la contestation. Quelles raisons amènent les personnes à s'opposer à certaines politiques publiques présentées comme écologistes? Il peut être tentant de limiter ces réactions à du simple anti-écologisme. Nous remettons en cause ce postulat et défendons qu'une contestation ne peut être comprise sans tenir compte des intérêts avec lesquels la mesure entre en conflit, tels que la consommation privée, l'emploi, la croissance économique, d'une part, et les intérêts sociaux, d'autre part (Jamison 2010; Kuyper, Linnér, et Schroeder 2018). Dans un contexte d'augmentation des inégalités réelles et perçues (Chancel 2020), la taxation environnementale est également accusée de faire reposer la responsabilité d'une écologisation des comportements sur les classes moyennes et

populaires qui ne peuvent se permettre des modes de vie plus écologistes, financièrement parlant (Hsu 2022)

Le mouvement social des Gilets jaunes (GJ) offre un ainsi un aperçu unique des motifs de contestation de certaines des politiques publiques menées au nom du climat – celles qui ne s'appuient que sur des instruments fondés sur le marché et les prix (Stern 2011). Déclenché à la fin de l'année 2018 par une décision du gouvernement français d'augmenter le montant des taxes sur le carburant automobile, le mouvement a d'abord été décrit comme anti-écologiste et comme affilié aux mobilisations antérieures d'opposition aux taxes environnementales (les Bonnets rouges, par exemple). Ce genre de considérations a notamment été exprimé, au début du mouvement, par plusieurs ONG environnementales défendant l'augmentation des taxes sur les carburants (Mehle et al., 2021). Le soutien stratégique aux GJ exprimé par plusieurs responsables climatosceptiques de droite, dont D. Trump aux États-Unis, J. Bolsonaro au Brésil et M. Le Pen en France (Driscoll 2023), a corroboré ce point de vue.

En s'appuyant sur différents types de données (cf. Annexe 1) sur les caractéristiques du mouvement des Gilets jaunes et leurs conceptions de l'écologie, nous montrons que leur rapport à l'écologie est plutôt représentatif de la population française générale, mais qu'elles et ils sont particulièrement concernés par une mise à distance de "l'écologie institutionnelle"(1). La coexistence d'un bloc écologiste et d'un bloc anti-écologiste n'est pas propre au mouvement. En effet, nous rappelons que les taxes carbone mobilisent des contestataires de droite, réticent.e.s à la taxation en général, mais aussi des activistes de gauche, sensibles aux questions de justice sociale et à la crise climatique (2). De plus, les interactions locales avec des mobilisations écologistes entraînent des variations spatiales et des changements dans le temps du rapport des Gilets jaunes à la question environnementale. Enfin, nous soulignons l'existence de différents rapports à l'écologie au sein de groupes sociaux dominés (3). La conclusion tire des enseignements sur les moteurs des contestations aux politiques climatiques et ouvre des perspectives de réflexion sur ce sujet.

1. DIVISÉS SUR L'ÉCOLOGIE ET ÉLOIGNÉS DE L'ÉCOLOGIE INSTITUTIONNELLE : PAS SI DIFFÉRENTS DE LA POPULATION DANS SON ENSEMBLE

1.1. UN RAPPORT À L'ÉCOLOGIE REPRÉSENTATIF DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Si les GJ sont moins aisés, moins urbains, moins jeunes et moins diplômés que l'ensemble de la population française, leur attitude à l'égard de l'environnement est en fait très similaire à celle de la population générale. Les préoccupations concernant la dégradation de l'environnement ne sont pas absentes des réponses aux questions ouvertes de la *Grande Enquête sur les Gilets jaunes* (GEGJ), mais les GJ répondantes n'accordent pas plus d'attention à l'environnement que l'ensemble de la population française. En effet, 8 % des 5 500 personnes interrogées ont choisi l'environnement et le réchauffement climatique comme étant la question la plus importante pour la France aujourd'hui. Cela en fait seulement la cinquième question la plus importante de l'échantillon, loin derrière les questions socio-économiques - 25 % des personnes interrogées ont choisi le pouvoir d'achat comme question la plus importante, 24 % les inégalités, 16 % la pauvreté et la précarité, et 9 % les impôts. Cette proportion est identique à celle de la population française selon le baromètre annuel 2018 de l'ADEME (Raffray, ADEME, et OpinionWay 2019, 7)(ADEME et al., 2019 : 7).

Sur la base des résultats de l'enquête BAROC, Dormagen, Michel et Reungoat (2021) donnent un aperçu supplémentaire des valeurs et de la *praxis* écologiques des GJ et explorent les spécificités des soutiens des GJ par rapport à un échantillon général en ce qui concerne les questions écologiques. Les répondant.e.s affirmant soutenir les GJ ne sont guère différent.e.s de l'échantillon général d'Occitanie dans leurs positions sur les questions écologiques. Ainsi, 88 % considèrent que le changement climatique est réel (90 % dans l'échantillon général), 75 % qu'il est principalement dû aux activités humaines (73 % dans l'échantillon global), et 74 % (contre 73 %) que la lutte contre le changement climatique devrait être une priorité politique. Aucune différence significative n'apparaît en ce qui concerne la dépendance aux énergies fossiles en fonction de leurs habitudes de mobilité et de leurs façons de se déplacer : les GJ ne conduisent pas et ne possèdent pas plus de voitures que les autres personnes répondantes (mais ils et

elles utilisent plus de véhicules diesel); ils et elles n'expriment pas de réticence particulière à l'égard des véhicules électriques, dont l'acquisition est encouragée par les pouvoirs publics locaux et nationaux. Plus généralement, ils et elles se conforment aux normes institutionnelles de comportement individuel écologiquement vertueux dans la même proportion que la moyenne - ce qui conduit Dormagen et al. à la conclusion que les GJ se révèlent « aussi engagés écologiquement (ou aussi peu) que le reste de la population ».

Dans une autre grande enquête quantitative portant sur les spécificités du rapport des GJ aux questions environnementales, les psycho-sociologues Girerd et al. (2020) concluent que les GJ soutiennent la protection de l'environnement légèrement plus qu'un groupe de contrôle non GJ. Ces résultats convergents plaident en faveur d'une remise en question du prétendu anti-écologisme des GJ et du fait que l'environnement ne serait pas une revendication prioritaire du mouvement.

1.2. UNE MÉFIANCE VIS-À-VIS DE L'ÉCOLOGIE INSTITUTIONNELLE

L'enquête *Jaune Vif* montre la distance des GJ à l'égard de l'écologie institutionnelle - c'est-à-dire les partis verts et les organisations. Cette distance a été massive au cours des premières semaines du mouvement et a eu tendance à diminuer par la suite. – et son évolution durant les six premiers mois de mobilisation. Alors que tout l'éventail des partis politiques français était représenté dans les réponses à une question sur les votes passés, le principal parti écologiste français, Europe Ecologie-Les Verts (EELV), n'a reçu qu'un faible soutien - un résultat confirmé par la *GEGJ*. Dans l'enquête *BAROC*, le tableau est plus nuancé. à la question de savoir s'ils voteraient un jour pour EELV, 60 % des GJ considèrent que c'est « possible » (59 % pour l'échantillon général d'Occitanie), ce qui est assez élevé par rapport aux autres partis politiques proposés. Cependant, la proportion de ceux qui le considèrent comme « impossible » est significativement plus élevée que dans l'échantillon général (35 % vs. 29 %).

L'enquête *Jaune Vif* fournit un autre indicateur de cette distance à l'écologie politique institutionnelle : très peu de personnes interrogées ont mentionné une affiliation passée ou présente à un parti écologiste, et seulement 3,8 % d'entre elles ont déclaré être ou avoir été membre d'une ONG écologiste au sens large du terme. Parmi les personnalités publiques dont les personnes répondantes ont déclaré se sentir proches, une seule a pu être

étiquetée pour son engagement environnemental : Nicolas Hulot, qui avait démissionné de son poste de Ministre de l'Environnement quelques semaines auparavant pour protester contre le manque d'engagement environnemental du gouvernement d'E. Philippe et du Président E. Macron.

Cette distance par rapport à l'écologie institutionnelle est cohérente avec la distance des GJ à la politique de manière plus générale et ne doit pas être considérée comme une opposition à l'écologisme en tant que tel. Les réponses à la question ouverte de l'enquête *Jaune Vif* sur l'augmentation des taxes sur les carburants révèlent en effet que l'opposition aux politiques environnementales n'était pas le premier motif de mobilisation des GJ. Un nombre non négligeable de personnes répondantes ont même exprimé leur attachement aux valeurs environnementales. Gaborrit et Grémion (2020), sur la base de 927 réponses à des questions ouvertes, montrent que seules 2,8 % des personnes répondantes ont spontanément exprimé une opposition à l'écologie en général ou à la mesure spécifique visée par le mouvement en tant que telle. Comme le notent les auteurs, ce résultat doit être considéré avec prudence : la plus grande partie de l'échantillon a été collectée pendant une période de fortes critiques publiques concernant la légitimité et la clarté des revendications des GJ (nov. 2018-janv. 2019). Nombreuses et nombreux sont les GJ qui ont perçu ces critiques comme cinglantes et injustes et auraient pu réagir en se conformant à la réponse souhaitable (pour une analyse plus large de ce biais dans le contexte de l'écologisation des politiques publiques (Malier 2019). On peut ainsi envisager que les répondantes et répondants mettent moins en crise l'écologie que la manière dont elle est représentée dans l'espace public par les organisations politiques ou les politiques publiques.

Il est d'ailleurs révélateur que peu de réponses (3 %) aient mentionné une opposition à l'écologie comme motif de protestation. L'opposition à la taxation des carburants est plutôt justifiée au regard de la défiance à l'égard du gouvernement, accusé d'utiliser la fiscalité écologique comme un stratagème pour servir d'autres intérêts et objectifs. Les incertitudes liées au remplacement des moteurs à combustion par de nouvelles technologies de mobilité (notamment la voiture électrique) sont un autre argument fréquemment avancé. Les auteurs notent aussi que 20 % des personnes interrogées lient leur position à l'injustice de la mesure, qui pèse sur des personnes déjà appauvries, alors que les « grands pollueurs » ne sont pas touchés. L'enquête approfondie menée par Fortun et al.(2022) permet ainsi de montrer une variété de

formulation de l'inquiétude environnementale des Gilets jaunes, allant d'un registre écologiste radical à un scepticisme plus marqué – mais minoritaire.

Ces résultats rejoignent ceux obtenus par Mehleb et al. (2021) qui analysent, à partir d'une enquête à méthode mixte, les déclarations des GJ sur la taxe carbone en 2019. Ces déclarations ne s'articulent pas autour d'un seul récit, mais autour de quatre profils discursifs : critique du capitalisme ; État engagé pour la justice sociale et l'écologie ; pouvoir d'achat ; responsabilité des entreprises et inégalités.

1.3. LES POLARISATIONS INTERNES AU MOUVEMENT SUR LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans l'enquête BAROC, les questions environnementales sont l'un des sujets qui divisent le plus les protagonistes du mouvement (tout comme, par exemple, le contrôle de l'immigration, la peine de mort ou les droits civils et sociaux des étrangers). Cette polarisation apparaît dans l'analyse par grappes avec l'existence de ce que Dormagen et al. (2021) appellent un « bloc écologique cohérent » au sein du mouvement GJ. Ce bloc écologique est associé à un ensemble de variables prédictives telles que le vote pour Jean-Luc Mélenchon, le fait d'être jeune, de s'identifier à la classe moyenne et d'être diplômé. Ce bloc regroupe, dans l'enquête, 12,5 % des sympathisants des GJ. Ce résultat est cohérent avec ceux obtenus à la même période parmi les participant.e.s aux Marches pour le Climat, qui ont été interrogé.e.s sur leur degré de soutien au mouvement des GJ (voir Lann et al. 2021). À l'autre extrémité du spectre, l'équipe de l'enquête BAROC identifie un « bloc anti-écologique » qui rejette massivement le vote EELV ou la transition énergétique - mais qui reste traversé par des clivages générationnels en ce qui concerne les comportements écologiques individuels (comme la consommation d'aliments biologiques). Le mouvement a ainsi attiré à la fois les individus les plus pro-écologie et les plus sceptiques à l'égard du changement climatique.

D'autres enquêtes de grande envergure permettent de se concentrer sur la part des GJ qui exprime de fortes inquiétudes au sujet de l'environnement. Dans la GEGJ, l'âge et le niveau d'éducation viennent éclairer le profil sociopolitique des 8 % de l'échantillon ayant déclaré que l'environnement était le problème le plus grand auquel la France est confrontée. 15 % des titulaires d'une licence ou d'un master déclarent que l'environnement est le problème le plus important, contre 8 % des titulaires d'un diplôme d'études

secondaires et environ 3 % des personnes ayant le niveau d'éducation le plus bas. De même, alors que 15 % des 18-24 ans choisissent l'environnement, ce n'est le cas que de 5 % des 65 ans et plus. Une plus grande préoccupation pour l'environnement est également marquée chez les personnes qui se déclarent très intéressées par la politique (11 %, contre 4 % pour celles qui ne le sont pas du tout), celles qui ont une expérience antérieure de mouvements sociaux (11 %) et celles qui s'identifient comme étant de gauche (11 %) et d'extrême gauche (17 %). La distribution d'autres indicateurs de préoccupation environnementale, tels que « être prêt à réduire son niveau de vie pour protéger l'environnement » ou avoir participé à une Marche pour le climat, est également structurée selon les mêmes caractéristiques sociopolitiques.

En résumé, les enquêtes à grande échelle fournissent des preuves solides d'une forte diversité d'attitudes écologiques parmi les GJ. Cette diversité n'est pas propre aux GJ, mais ils ont tendance à être plus polarisés que la moyenne de la population française. Les plus préoccupé.e.s par les questions environnementales sont les plus jeunes, les plus diplômé.e.s, les plus politisé.e.s et les plus à gauche, c'est-à-dire ceux et celles qui ressemblent aux citoyens et citoyennes les plus pro-environnementaux parmi la population française générale (Gougou et Persico 2019) ou à l'électorat actuel des partis verts (Grant et Tilley 2019). Dès lors, comment expliquer cette hétérogénéité des attitudes des GJ face à l'écologie? Une partie de la réponse est à trouver dans le mélange des oppositions possibles à un outil de politiques publiques comme la taxe carbone.

2. CONTESTATION DE LA FISCALITÉ VS. JUSTICE ENVIRONNEMENTALE : L'AFFRONTEMENT ENTRE DEUX APPROCHES

Si l'opposition à la taxe carbone, qui n'est pas nouvelle en France, peut trouver sa justification dans différents registres argumentatifs, elle a réuni une diversité de GJ qui ont pu politiser à leur façon les questions environnementales, avec des différences notables selon les territoires de mobilisation.

2.1. HISTOIRE DES CONFLITS AUTOUR DE LA TAXATION CARBONE EN FRANCE

La taxation carbone est souvent décrite comme un instrument politique aligné sur la philosophie économique libérale dominante.

Les critiques sur cet outil s'appuient sur au moins trois types d'arguments. Le premier porte sur la remise en question de l'existence du changement climatique et de la nécessité de le combattre mais reste minoritaire. D'autres se basent sur des préoccupations de justice sociale et accusent la taxation carbone de faire peser la charge la plus lourde sur les ménages à faible revenus, qui consacrent proportionnellement une part plus importante de leurs revenus aux dépenses liées aux énergies fossiles, comme le chauffage et l'essence (Douenne 2020). Enfin, la taxation du carbone se heurte également à la résistance générale à l'impôt. L'histoire proche offre des exemples de ces résistances permettant, par effet de comparaison, de mieux situer les GJ.

Le mouvement des *Bonnets Rouges*, parfois présenté comme un précédent des Gilets jaunes (à ce sujet voir par exemple Spire 2019; Blavier 2021), incarne cette résistance à l'impôt de la part de groupes sociaux qui considèrent que le niveau des taxes est trop élevé en France. Ce mouvement né en Bretagne (2012-2013) s'opposait à la mise en place d'une écotaxe pour les poids lourds et à l'installation de portiques routiers – des mesures issues du Grenelle de l'Environnement – et avait obtenu gain de cause. Bonnets Rouges et GJ partagent une opposition à une modalité particulière de la taxation carbone et des répertoires d'action similaires impliquant l'occupation, le blocage et le démantèlement d'infrastructures routières. Cependant, les deux mouvements présentent également de fortes différences.

Tout d'abord, l'orientation conservatrice et anti-écologiste des Bonnets Rouges (Le Coadic 2014) était plus claire que celle des GJ, en raison du rôle prééminent joué par les figures politiques locales défendant l'appareil industriel agro-alimentaire, les dirigeants syndicaux et les entrepreneurs dans le mouvement (Aubert 2019). Cela a donné lieu à des contre-manifestations, menées par des syndicats de travailleurs et des organisations de gauche et/ou écologistes (Rabier 2015) alors qu'aucun contre-mouvement de ce type ne s'est opposé aux GJ. Le principal moteur de la mobilisation des GJ provient plutôt des préoccupations liées au pouvoir d'achat et aux conditions de vie que de l'anti-écologisme. Une enquête récente auprès de la population française (n=3002) montre par exemple que les personnes interrogées qui sympathisent avec le mouvement des GJ le justifient par des croyances pessimistes largement partagées concernant l'effet de la taxe carbone sur leur pouvoir d'achat (Douenne et Fabre 2019).

Pour résumer, l'opposition à l'augmentation de la taxation carbone provient généralement de deux blocs différents : les libéraux ou inspirés de valeurs associées à la droite, qui accusent le poids excessif de la taxation, et les personnes soucieuses de justice sociale et climatique, qui s'opposent à cette politique en raison de son manque d'équité. L'accent mis sur la taxation des carburants comme seul instrument de la politique climatique est donc également critiqué par les militants de la justice climatique au sein du mouvement climatique (Della Porta et Parks 2014). Il est de ce fait intéressant de se pencher sur les façons dont les GJ se sont saisi.e.s des enjeux et des discours sur la justice environnementale.

2.2. LA POLITISATION PROGRESSIVE DES PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES AU SEIN DU MOUVEMENT DES GJ

La présence dans le mouvement de militants écologistes découle de l'engagement initial de certains des protagonistes des GJ dans des mouvements écologistes. Cela peut être illustré par la position sociale et la trajectoire ultérieure de P. Ludosky (voir le récit de Ludosky elle-même : (Ludosky 2019); et aussi : (Sénac 2021, 10-sq)) ainsi que par certains leaders locaux, en particulier sur l'île de La Réunion (Lucas en cours). La trajectoire de Priscillia Ludosky, l'une des figures marquantes et incontestées du mouvement, offre une illustration intéressante de la prégnance des préoccupations liées aux inégalités sociales et à l'environnement. Comme le rappellent de nombreux auteurs, l'un des appels fondateurs du mouvement des Gilets jaunes a été la pétition rédigée par cette entrepreneuse indépendante en produits biologiques sur la plateforme Change.org en mai 2018. Sa pétition a recueilli plus d'un million de signatures au cours du printemps, de l'été et de l'automne 2018. Tout en reconnaissant qu'il est souhaitable de lutter contre la pollution, la pétition conteste l'instrument de la taxation et affirme que les citoyen.ne.s ne devraient pas « payer le prix » de la pollution. La diffusion de l'argumentation de Ludosky parmi les GJ au début du mouvement est patente dans les réponses à l'enquête Jaune Vif (Grémion et Gaborit 2020; Gaborit, Grémion, et Della Sudda 2022; Dondeyne et Levain 2021). Diverses études montrent ainsi que le mouvement a connu une politisation croissante des préoccupations environnementales *in itinere*.

En analysant l'intensité et la circulation des *posts* Facebook au sein des groupes GJ, Cointet et al. (2021) identifient quatre phases : la préparation du mouvement, avant le 17 nov. 2018; l'intensification, jusqu'au début du Grand Débat en janvier 2019;

l'installation jusqu'à l'été 2019; et enfin l'essoufflement. Dans sa première phase (préparation et déclenchement de novembre 2018), le mouvement n'est pas principalement axé sur la protection de l'environnement. Le sujet gagne en saillance dans la phase d'intensification, notamment en réponse aux disqualifications du mouvement le qualifiant d'anti-écologiste (Baber 2019). Selon des enquêtes en ligne et des observations ethnographiques convergentes (Chiron 2021; Doulin-Dimopoulos, Koerner, et Siffert 2021; Gaillard 2021; Dondeyne et Levain 2021), le premier semestre 2019 (phase d'installation) a vu le mouvement se déplacer vers la gauche, relocaliser ses actions de groupe et embrasser sporadiquement l'écologisme dans les luttes locales (Blavier & Walker, 2022).

Cette évolution a également été renforcée par la simultanéité de la mobilisation des GJ et des Marches pour le Climat de 2018 à 2020, tant à l'échelle nationale que locale. Les interactions ont été fréquentes, ont pris des formes variées et ont contribué à façonner le mouvement des GJ (Le Lann et al. 2021). Ces interactions ont d'ailleurs eu tendance à s'intensifier en 2019, comme l'ont d'ailleurs observé Ravelli et al. (Ravelli et al. 2020) et Van Outryve d'Yvedalle (2019) dans une analyse des Assemblées des Assemblées, principales procédures de gouvernance interne du mouvement (délibération horizontale et démocratie directe). Les habitudes de gouvernance participative poussées par l'activisme de gauche ont entraîné la marginalisation des dirigeants d'extrême droite et la diffusion de récits de gauche sur la façon dont la crise environnementale et les inégalités sociales étaient liées. Ces récits ont été résumés dans la formule frappante « Fin du monde, fin du mois : même combat ! ».

Des études ethnographiques sur plusieurs sites ont décrit l'influence mutuelle, la fertilisation croisée et la coordination de manifestants écologistes et GJ au local. Des expériences communes de pollution, de mauvaise gestion des ressources et/ou d'accaparement par les élites, ainsi qu'un ancrage local partagé ont favorisé la convergence de ces mouvements. Dans le département du Finistère, l'évolution du rapport du mouvement à l'environnementalisme dans les premiers mois de 2019 est ainsi clairement façonnée par les configurations politiques et écologiques locales (Dondeyne et Levain 2021).

La littérature offre des exemples intéressants de ce virage à gauche et vers un écologisme plus radical. Dans le Finistère, les GJ locaux ont décidé d'exclure certains de leurs membres, plus proches

des Bonnets Rouges, de « l'Assemblée des assemblées » organisée à Brest. Dans le même temps, 400 GJ ont rejoint des habitant.e.s et des militant.e.s écologistes tels que des membres de Youth for Climate (Jeunes pour le Climat) pour protester contre un projet de centrale à gaz piloté par l'entreprise énergétique française Total et les autorités publiques. Les GJ ont également renforcé la mobilisation contre de tels projets dans plusieurs centres régionaux, par exemple en Normandie (Elalaoui et Rubert 2023; Elalaoui 2021). D'autres groupes de GJ du Finistère sont descendus sur les plages et ont soutenu les nouvelles formes de protestations environnementales qui se déroulent sur les côtes pour lutter contre la concentration des exploitations agricoles et la dégradation de la qualité de l'eau. Dans la même période, 200 GJ sont venus soutenir un jeune agriculteur biologique menacé de perdre son exploitation familiale par manque de solvabilité, au profit d'un riche exploitant conventionnel bien connu. Certains de ces GJ, qui étaient de proches voisins, se sont impliqués dans diverses actions pendant plus d'un an pour sauver la ferme en collectant des fonds, en faisant appel au soutien du public et des médias et en défendant l'affaire devant les tribunaux et les autorités. Ils ont finalement obtenu gain de cause. Dans d'autres situations, la volonté d'unir les forces et d'utiliser de nouveaux répertoires a échoué - par exemple, lorsque des GJ locaux ont tenté d'établir une « ZAD » (zone à défendre) sur la plage. Bien qu'ils partagent un attachement à leur environnement et l'expérience de sa dégradation, les trajectoires et les répertoires d'action des militants écologistes étaient, dans certains cas, trop différents de ceux des GJ pour qu'ils puissent s'y rallier. à la Réunion, qui connut les premières mobilisations de Gilets jaunes, l'articulation très forte entre la préoccupation pour l'environnement et les inégalités socio-économiques se donne à voir par des pratiques d'occupation de la terre spécifique en contexte colonial (Lucas en cours).

Quoi qu'il en soit, ces scènes locales simultanées illustrent la manière dont la prise en compte des questions environnementales par les GJ est liée à leur attachement à la justice sociale. Elles mettent aussi en lumière les conditions dans lesquelles les préoccupations environnementales se sont développées au sein de certaines parties du mouvement des GJ. D'une certaine manière, les GJ ne cherchaient pas l'environnement, mais ils l'ont trouvé localement au cours de leur mobilisation. Ils ont alors contribué de manière inattendue à amplifier et à conforter les protestations environnementales. Les approches soulignant la nécessité d'établir

un lien entre la justice sociale et la justice environnementale ont joué un rôle important dans ce processus.

Une approche de l'écologie se concentrant sur les expériences et les pratiques quotidiennes plutôt que sur le soutien déclaré à la protection de l'environnement semble dès lors plus pertinente pour appréhender le rapport des GJ à l'écologie.

3. ÉLARGIR LE CHAMP DE L'ÉCOLOGISME

3.1. ÉCOLOGISME DES PAUVRES, ÉCOLOGISME DE LA CLASSE OUVRIÈRE OU ÉCOLOGIE POLITIQUE DU PREMIER MONDE ?

La thèse de « l'écologisme des pauvres » a été largement débattue dans le sillage des travaux fondamentaux de Joan Martínez-Alier et Ramachandra Guha (Guha 2006; Guha et Martínez-Alier 1997; Martínez-Alier 2002). Ces auteurs soutiennent que des formes spécifiques d'écologisme sont enracinées dans l'expérience des citoyen.ne.s pauvres en matière de conflits sociaux, de distribution inégale des ressources (en particulier des hydrocarbures) et d'exposition à la dégradation de l'environnement, ce qui les conduit souvent à rejeter les normes et les discours environnementaux considérés comme des avatars du colonialisme. Au-delà de la déconstruction de l'écologisme en tant que prérogative des Occidentaux aisés, ces auteurs étudient également la manière dont l'engagement en faveur de la conservation de la nature est motivé par la nécessité pour les groupes sociaux dominés.

Cependant, les catégories définies par Martínez-Alier et Guha ne sont pas facilement transférables du « Sud » aux contextes occidentaux, où les pratiques de consommation, le lien avec la nature et la terre, ainsi que la structuration sociale et politique des conflits de classe diffèrent largement (Flipo 2021). Les tentatives d'adaptation des concepts liés à l'écologisme des pauvres dans le monde occidental ont suivi jusqu'à présent deux voies principales.

La première est ancrée dans les études marxistes des mouvements sociaux, la sociologie du travail et des organisations, et s'appuie sur le concept « d'écologies de la classe ouvrière » (Keil 1994; Barca 2012; Bell et Bevan 2021). L'accent est généralement mis sur les luttes et les mobilisations sociales sur les lieux de travail industriels pour l'amélioration de la qualité de vie et de l'environnement. Les études soulignent les obstacles sociologiques et

politiques à l'émergence d'un réel discours contre-hégémonique audible et articulé (Keil, 1994). Comme le note Barca (2012), un tel agenda nécessiterait une « écologie politique du travail » autour d'un lien entre le travail, la santé et l'espace, afin d'éviter les oppositions entre « emplois » et « environnement » (voir aussi Blaikie, 1999).

La deuxième piste de recherche, connue sous le nom d'écologie politique du premier monde (*First World Ecology*), se concentre sur les conditions spécifiques du développement des approches d'écologie politique dans les pays post-industrialisés (Robbins 2002; Schroeder 2005). L'ethnographie de Mc Carthy sur le *Wise Use Movement* aux États-Unis (2002) a joué un rôle déterminant dans ce débat. Elle a généré un programme de recherche pour l'étude des mouvements sociaux populaires conservateurs ruraux se mobilisant contre la réglementation de l'accès aux ressources naturelles par l'État. L'objectif était de réfléchir aux orientations normatives des chercheurs et de mieux rendre compte des expériences écologiques quotidiennes et de la *praxis* des protagonistes dans l'Ouest rural. Cette approche est développée par Arlie Hochschild en Louisiane pour comprendre le faible soutien des populations, notamment des classes populaires blanches et afro-américaines, directement affectées par la pollution pétrochimique et particulièrement exposées aux risques climatiques (Hochschild 2016).

Peu d'universitaires ont explicitement soutenu cette perspective dans les contextes européen et français. Cependant, des recherches récentes soulignent que les classes sociales vivent la transition énergétique de manière très inégale (Comby et Malier 2021). Elles montrent par exemple comment les appels à la décarbonation vont de pair avec une moralisation des pratiques de consommation, dirigée en particulier vers les personnes en situation de « pauvreté énergétique » et de précarité (Cacciari 2017; Middlemiss et al. 2018). Ces personnes cibles se démarquent des représentations citoyennes idéalisées construites par les promoteurs de la « démocratie énergétique » (Szulecki 2017; Sovacool 2021; Malier 2021). Les scientifiques étudient également les attitudes des mouvements sociaux populaires dans les périphéries spatiales et sociales des pays post-industriels à travers le prisme de leur forte dépendance aux énergies fossiles. Ce faisant, ils soulignent que la compréhension des mouvements sociaux contemporains résistant aux politiques climatiques repose sur une approche holistique et pragmatique reliant la subsistance matérielle, la justification et la quête d'autonomie.

3.2. LES ÉCOLOGIES POPULAIRES EXAMINÉES SOUS LE PRISME DE LA PRAXIS DES GJ

Étant donné la surreprésentation de la classe ouvrière et/ou des pauvres dans le mouvement des GJ, les concepts développés pour traiter de l'écologisme des pauvres semblent pertinents pour donner un sens à leurs attitudes environnementales – tout en distinguant bien ces attitudes de leurs pratiques quotidiennes concrètes.

En effet, de nombreux discours et commentaires spontanés des personnes interrogées dans le cadre de *Jaune Vif* soulèvent des sujets et des expressions inattendus qui peuvent être liés aux risques, à l'expertise et aux préoccupations environnementales, ou à ce que nous pourrions appeler l'anxiété ou l'inquiétude environnementale. Par exemple, 9 % des personnes interrogées ont déclaré que leur participation était un acte de solidarité avec les personnes luttant pour survivre ou avec les « générations futures » - une catégorie de discours ancrée dans la rhétorique et le plaidoyer en faveur de l'environnement. De plus, les observations de *Jaune Vif* suggèrent que de nombreux GJ ont des pratiques qui sont *de facto* écologiquement vertueuses, telles que la priorité donnée aux produits locaux, la réduction de la consommation d'énergie ou la mise en commun d'équipements et de ressources matérielles. Ces pratiques peuvent être considérées comme relevant de l'écologisme des classes populaires, sans être nécessairement motivées par des valeurs environnementales explicites. Interrogés sur leurs pratiques de protestation, 48 % des répondants ont par exemple déclaré boycotter les hypermarchés et seulement un cinquième d'entre eux (21 %) ont déclaré qu'ils ne souhaitent pas le faire. De même, 55 % des personnes interrogées ont déclaré mettre en pratique une consommation alternative et seulement 17 % n'envisageaient pas de le faire. Les verbatims permettent de mieux comprendre ces pratiques. Les répondant.e.s déclarant pratiquer une forme de consommation engagée font le plus souvent référence à l'autoproduction d'aliments (22,8 %), comme la culture de ses propres légumes, suivie de la préférence pour les petits magasins (20,5 %) et de la consommation de produits locaux (8,6 %). En revanche, l'achat de produits biologiques est assez rarement mentionné (4 %) et nombreux sont ceux qui font état d'un manque de moyens pour accéder à ce type de produits (7,3 %).

Soutenir que les questions écologiques sont politisées par le biais de la consommation ne serait pas une mince affaire, car la question n'est généralement pas posée en ces termes. Cependant, ces premiers indicateurs corroborent le fait que les groupes populaires développent des réponses spécifiques aux problèmes environnementaux. Confrontés à une dépossession sur ces questions (Comby 2015) et se sentant éloignés du label dominant « d'éco-citoyen », ces groupes réinterprètent le sens de l'écologisme et le ré-ancrent dans leurs pratiques quotidiennes et locales.

Il s'agit notamment, dans le cas des GJ, de construire des espaces locaux inclusifs, de réinventer la convivialité et les lieux d'habitation (Clément 2020), de prendre en compte, parfois, les capacités des formes de vie autres qu'humaines, ou encore d'utiliser les ressources avec parcimonie. Le mouvement des GJ a apporté un regard neuf sur des espaces traditionnellement peu touchés par les mouvements sociaux et sur des territoires désertés par les services publics et la recherche en sciences sociales. Près d'un échangeur routier, sur un rond-point ou dans un *retail park* excentré, uniquement accessibles en voiture, des « non-lieux » (Augé, 2015) sont en quelque sorte réhabilités comme lieux d'habitation et de citoyenneté, et comme ressources matérielles précieuses. Des pratiques que l'on pourrait qualifier de discrètes, comme construire des cabanes, se réchauffer autour d'un feu de camp (Doulin-Dimopoulos, Koerner, et Siffert 2021), et surtout partager la nourriture révèlent des solidarités et des interdépendances concrètes.

Les recherches qualitatives sur le mouvement associatif publiées à ce jour se concentrent spécifiquement sur l'économie morale du soin, du respect, de l'utilité pour la communauté (Gaillard 2021; Hazard 2020), de la convivialité (Bernard de Raymond et Bordieuc 2020). D'autres s'intéressent davantage aux cultures écologiques des classes populaires, ancrées dans l'expérience de la marginalité (Faburel et al. 2021; Gwiazdzinski et Floris 2019) et de la satisfaction autonome de ses propres besoins essentiels (Elalaoui 2023). Toutes les études explorant ces aspects tendent à relier les conditions de vie précaires au désir de préserver son environnement, y compris par l'attention portée à diverses formes de vie (Gaillard 2021). Par exemple, les cabanes (ou abris) des GJ sont des structures matérielles résilientes, conçues pour se protéger à la fois des intempéries et des destructions intentionnelles, et pour être facilement reconstruites - tout en subvertissant les fonctions des ronds-points (Doulin-Dimopoulos, Koerner, et Siffert 2021; Faburel et al. 2021; Bonin et Liochon 2021). P. Chiron (2021) insiste sur la possession de jardins potagers pour favoriser la solidarité

des groupes de jeunes dans le Sud-Ouest de la France. Ces jardins agissent comme une forme de substitut de rond-point. Les GJ les apprécient beaucoup et les ont présentés lors d'événements de coordination régionaux et nationaux comme une expérience inspirante. Comme l'écrit l'auteur, « la commensalité devient le support de l'engagement » ancré dans des activités de production alimentaire partagées. Cet engagement transforme activement les pratiques de consommation et s'inscrit dans une économie morale partagée, où la préservation attentive de l'environnement local prime sur des questions environnementales plus abstraites.

Ces recherches confortent la conception du mouvement des GJ comme un moment de réinterprétation de la signification de l'écologisme, tant d'un point de vue descriptif qu'analytique. Souvent éloignés des récits dominants sur « l'écocitoyenneté », les GJ ont été - et sont encore dans certains endroits - des protagonistes actifs des luttes environnementales locales ou nationales – comme lors des manifestations contre les « Méga-bassines » à Sainte Soline en novembre 2022 et mars 2023-, ont initié d'autres façons de vivre dans des environnements endommagés, dans une quête fragile mais concrète d'une économie morale du soin qui fait écho, dans de nombreuses circonstances, à l'éthique environnementale contemporaine.

CONCLUSION

Ces résultats offrent deux pistes prometteuses pour ouvrir les perspectives sur les écologies populaires. Premièrement, ils peuvent amener à repenser le lien entre certains des principaux conflits structurels des systèmes politiques d'Europe occidentale. Les GJ montrent que le clivage de classe, considéré comme en déclin depuis le début des années 1990 (Franklin 1992; Elff 2007), peut prendre de nouvelles formes et est désormais tout sauf indépendant d'autres clivages liés à l'environnement (Persico 2014) ou à la nature démocratique des régimes politiques ouest-européennes (Bedock et al. 2022). De même que les préoccupations relatives aux inégalités économiques sont devenues centrales au sein du mouvement climatique (Alexandre et al. 2021; voir également Lann et al. 2021), la prégnance de la crise écologique et le caractère redistributif des politiques environnementales ont joué un rôle important dans la mobilisation des personnes défavorisées dans le mouvement social des GJ. Les questions de « fin de mois » se distinguent de moins en moins de celles de « fin du monde ».

De plus, l'écologisme qui s'est exprimé au cours du mouvement peut nous aider à réfléchir à la manière dont les politiques climatiques peuvent devenir plus efficaces, plus justes et plus soutenables. D'une certaine manière, les GJ et leurs suites directes - le Grand Débat et l'assemblée citoyenne de la « Convention citoyenne pour le Climat » - ont transformé la nature du débat sur le climat en France. Cette séquence a élargi le soutien à des politiques centrées sur la sobriété, par opposition à des solutions technocratiques et technologiques maximisant la croissance. Ramener le débat sur les questions de sobriété, de convivialité et d'organisation communautaire pourrait non seulement conduire à reconsidérer le mode de vie des citoyennes et citoyens les plus modestes - au-delà du fait qu'il est plus durable que celui des riches, aussi attentifs au respect de l'environnement qu'ils puissent être (Pottier, 2020). Cela pourrait également ramener les scientifiques et les décideurs politiques à certains des idéaux fondateurs du mouvement écologiste : comment rendre la sobriété et la simplicité désirables ? Comment briser le cercle vicieux de la consommation ostentatoire ? Comment penser ensemble les politiques fiscales, sociales et environnementales ? Les GJ ont apporté des premiers éléments de réponse à ces questions, sans même les poser.

LE COLLECTIF :

Cette note est issue d'une recherche menée dans le cadre de l'axe « Gilets jaunes et problèmes environnementaux : écologies, répertoires d'action, configurations des mobilisations » (coordination scientifique : Alix Levain) du projet de recherche Approches pluridisciplinaires du mouvement des Gilets jaunes, financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR, coordination scientifique : Magali Della Sudda). L'atelier organisé par Magali Della Sudda et Fabrice Flipo « Gilets jaunes : vers un environnementalisme des pauvres ? » qui s'est tenu à Paris en 2020 a permis d'initier un programme de recherche collectif sur ce sujet.

Annexe 1. Enquêtes quantitatives sur le mouvement des GJ

PROGRAMME	LIEU ET PÉRIODE DE L'ENQUÊTE	MÉTHODE
<i>Jaune Vif</i> (PI: Magali Della Sudda, Tinette Schnatterer et Camille Bedock, Centre Emile Durkheim, voir Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019)	Principales zones urbaines françaises, petites villes et villages ; novembre 2018 - avril 2019	Enquête en face à face basée sur un questionnaire de 33 questions, menée auprès de 1 477 participants à des blocages ou à des manifestations au cours des 21 «vagues» des GJ.
<i>BAROC Baromètre Opinion Occitanie</i> (PI: équipe de recherche de l'Université de Montpellier, Cepel, voir Dormagen et al. 2021)	région Occitanie; printemps 2019	Enquête en face à face auprès de 2 000 personnes (représentatives et échantillonnées de manière aléatoire à partir des listes électorales de la région), sur la base d'un questionnaire de 85 questions. Les GJ actifs ont été identifiés sur la base de questions portant sur la participation des répondants à des occupations de ronds-points, à des blocages et/ou à des opérations de «péage gratuit», ou à des manifestations.
<i>Grande enquête sur les Gilets jaunes</i> (GEGJ, équipe de recherche au Pacte – Sciences Po Grenoble, Guerra et al. 2021)	France; Décembre 2018 – Avril 2019 (première vague); Septembre 2019 – Novembre 2019 (deuxième vague)	Enquête <i>ad hoc</i> auto-administrée en ligne, basée sur un questionnaire de 52 questions, auprès de 5 500 personnes recrutées via Facebook, c'est-à-dire le réseau par lequel la plupart des manifestations ont été organisées.

Annexe 2. Études qualitatives ou à méthodes mixtes portant principalement sur les attitudes environnementales des Gilets jaunes (2018-2022)

AUTEURS	LIEU ET DATE	MÉTHODOLOGIE
Mehleb, Kallis, Zografos (2021)	2019, France	Analyse quantitative de textes et 33 entretiens qualitatifs
Gaborit, Grémion, Della Sudda (2022)	2018-2020, Oise, Isère, Gironde	Questionnaires, observations, entretiens
Martin and Islar (2021)	Non spécifié, France	Analyses de discours et d'images
Driscoll (2021)	2019, France	Entretiens approfondis avec 31 Gilets jaunes, complétés principalement par une analyse des textes initiaux
Faburel et al. (2021)	Non spécifié, Rhône	Entretiens en Auvergne Rhône-Alpes (nombre non spécifié)
Dondeyne et Levain (2021)	2018-2020, Finistère	Observations, entretiens (nombre non spécifié), et analyse qualitative de textes dans le Finistère
Chiron (2021)	2019, Gironde	Observation participante
Vollaire (2021)	2019, banlieue de Paris, réunions des Assemblées des assemblées	Observation participante dans les Assemblées des GJ

BIBLIOGRAPHIE

Alexandre, Chloé, Florent Gougou, Erwan Lecoeur, et Simon Persico. 2021. « Rapport descriptif de l'enquête sur le mouvement climat (Pacte) ». Rapport d'expertise collective. Grenoble: Sciences Po Grenoble ; Pacte - Université Grenoble Alpes. <https://shs.hal.science/halshs-03342838>.

Aubert, Gauthier. 2019. *Les Bonnets rouges ne sont pas des Gilets jaunes : archéologie des fureurs populaires en Bretagne*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.

Baber, Zaheer. 2019. « Climate Change and the Yellow Vest Movement ». *Economic and Political Weekly* 54 (34): 1215.

Barca, S. 2012. « On working-class environmentalism: an historical and transnational overview ». *Interface: a journal for and about social movements* 4 (janvier): 6180.

Bedock, Camille, Stéphanie Abrial, Chloé Alexandre, Frédéric Gonthier, et Tristan Guerra. 2022. « Control or Participate? The Yellow Vests' Democratic Aspirations through Mixed Methods Analysis ». *French Politics* 34 (20): 479503. <https://doi.org/10.1057/s41253-022-00185-x>.

Bell, Karen, et Gnisha Bevan. 2021. « The Failure of Lifestyle Environmentalism and the Promise of the Green New Deal for Working-Class People ». *Journal of Working-Class Studies* 6 (1): 521. <https://doi.org/10.13001/jwcs.v6i1.6465>.

Bernard de Raymond, Antoine, et Sylvain Bordie. 2020. « La forme politique des ronds-points Les gilets jaunes saisis par leurs lieux de rassemblement ». *Condition humaine/conditions politiques* 1 (1): en ligne.

Blavier, Pierre. 2021. *Gilets jaunes, la révolte des budgets contraints*. Paris: PUF.

Bonin, Loïc, et Pauline Liochon. 2021. « Le rond-point comme espace des luttes : prendre place et faire face à la répression ». *Espaces et sociétés* 183 (2): 11530. <https://doi.org/10.3917/esp.183.0115>.

Cacciari, Joseph. 2017. « Les guichets de la misère énergétique. Le traitement social des impayés d'énergie des ménages comme mode de production, de tri et de moralisation des "consommateurs" à l'ère de la transition énergétique ». *Sociétés contemporaines* 105 (1): 5378. <https://doi.org/10.3917/soco.105.0053>.

Carattini, Stefano, Maria Carvalho, et Sam Fankhauser. 2018. « Overcoming Public Resistance to Carbon Taxes ». *WIREs Climate Change* 9 (5): e531. <https://doi.org/10.1002/wcc.531>.

Cashmore, Matthew, et Anja Wejs. 2014. « Constructing legitimacy for climate change planning: a study of local government in Denmark ». *Global Environmental Change* 24 (janvier): 20312. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2013.09.019>.

Chancel, Lucas. 2020. *Unsustainable Inequalities: Social Justice and the Environment*. Cambridge, MA: Belknap Press.

Chiron, Pierre. 2021. « Des ronds-points et manifestations au potager : un exemple d'écologisme populaire chez les Gilets jaunes? » *Écologie & politique* 62 (1): 97110.

Clément, Karine. 2020. « "On va enfin faire redescendre tout ça sur terre !" : penser une critique sociale ordinaire populaire de bon sens ». *Condition humaine/conditions politiques*, n° 1 (novembre): en ligne.

Cointet, Jean-Philippe, Pedro Ramaciotti Morales, Dominique Cardon, Caterina Froio, Andrei Mogoutov, Benjamin Ooghe Tabanou, et Guillaume Plique. 2021. « De

quelle(s) couleur(s) sont les Gilets jaunes ? Plonger des posts Facebook dans un espace idéologique latent ». *Statistique et Société* 9 (12): 79107.

Comby, Jean-Baptiste. 2015. « À propos de la dépossession écologique des classes populaires ». *Savoir/Agir* 33 (3): 2330. <https://doi.org/10.3917/sava.033.0023>.

Comby, Jean-Baptiste, et Hadrien Malier. 2021. « Les classes populaires et l'enjeu écologique. Un rapport réaliste travaillé par des dynamiques statutaires diverses ». *Sociétés contemporaines* 124 (4): 3766. <https://doi.org/10.3917/soco.124.0037>.

Della Porta, Donatella, et Louisa Parks. 2014. « Framing Processes in the Climate Movement: From Climate Change to Climate Justice ». In .

Dondeyne, Christèle, et Alix Levain. 2021. « La place est-elle prise ? » *Ecologie politique* 1 (62): 6782.

Dormagen, Jean-Yves, Laura Michel, et Emmanuelle Reungoat. 2021. « Quand le vert divise le jaune ». *Ecologie politique* 1 (62): 2547.

Douenne, Thomas. 2020. « The Vertical and Horizontal Distributive Effects of Energy Taxes: a Case Study of a French Policy ». *The Energy Journal* 41 (3). <https://doi.org/10.5547/01956574.41.3.tdou>.

Douenne, Thomas, et Adrien Fabre. 2019. « Yellow Vests, Carbon Tax Aversion and Biased Beliefs ». *Paris School of Economics*, 60.

Doulin-Dimopoulos, Barbara, Elsa Koerner, et Isabelle Siffert. 2021. « Le baraquement comme espace de résistance du mouvement des gilets jaunes ». <http://revues.mshparisnord.fr/chcp> 1 (2): en ligne.

Driscoll, Daniel. 2023. « Populism and Carbon Tax Justice: The Yellow Vest Movement in France ». *Social Problems* 70 (1): 14363. <https://doi.org/10.1093/socpro/spab036>.

Elalaoui, Charif. 2021. « À Caen, une configuration localisée du mouvement des Gilets jaunes ». In *IV ISA Forum of Sociology - Challenges of the 21st Century: Democracy, Environment, Inequalities, Intersectionality*. Porto Alegre, Brazil: ISA (International Sociological Association). <https://hal.science/hal-03431586>.

———. 2023. « Trajectoires de vie et espaces de représentations en jaune au sein du mouvement des Gilets jaunes dans l'aire urbaine caennaise ». Thèse en préparation, Caen: Université de Normandie. <https://www.theses.fr/s208137>.

Elalaoui, Charif, et Aldo Rubert. 2023. « “\Nous à la campagne, l'écologie on la connaît\” : appropriations et résistances aux injonctions environnementales chez des Gilets jaunes normand\timees ». In *écologie et classes sociales – stratégies de reproduction, modes de domination et conditions écologiques d'existence*. Paris, France: Jean-Baptiste COMBY, Séverine MISSET, Franck POUPEAU, Nicolas RENAHY, Gaëlle RONSIN et Johanna SIMÉANT-GERMANOS. <https://hal.science/hal-04114892>.

Elff, Martin. 2007. « Social Structure and Electoral Behavior in Comparative Perspective: The Decline of Social Cleavages in Western Europe Revisited ». *Perspectives on Politics* 5 (2): 27794. <https://doi.org/10.1017/S1537592707070788>.

Faburel, Guillaume, Maële Giard, Mathilde Girault, et Ewa Chuecos. 2021. « L'imaginaire écologique des Gilets jaunes ». *Ecologie politique* N° 62 (1): 12742.

Farbiaz, Patrick. 2019. *Les gilets jaunes: documents et textes*. Vulaines-sur-Seine, France: Éditions du Croquant.

Flipo, Fabrice. 2021. « Gilets jaunes et écologie : vers un écologisme des pauvres ? » *Ecologie & politique : Science cultures sociétés* 1 (62).

Fortun, Lucie, Nathan Gaborit, Clara Lucas, Magali Della Sudda, et Alix Levain. 2022. « Inquiétude environnementale et praxis écologique populaire : les différents rapports à l'écologie au sein des Gilets jaunes ». In . <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03684507>.

Franklin, Mark. 1992. « The decline of cleavage politics ». In *Electoral change: responses to evolving social and attitudinal structures in western countries*, par Mark N. Franklin, Thomas Taylor Mackie, et Henry Valen, 383405. Cambridge, New York: Cambridge University Press.

Gaborit, Maxime, Théo Grémion, et Magali Della Sudda. 2022. « La démocratie écologique : une pensée indisciplinée ». In *Précarités jaunes : vers une relocalisation de la démocratie écologique ?*, édité par Jean-Michel Fourniau, Loïc Blondiaux, Dominique Bourg, et Anne-Marie Cohendet, 293310. Colloque de Cerisy. Paris: Hermann. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03669569>.

Gaillard, Édith. 2021. « Les femmes Gilets jaunes : un écologisme des pauvres ? » *Ecologie politique* 62 (1): 8396.

Girerd, Lola, Frédérique Anne Ray, Daniel Priolo, Olivier Codou, et Virginie Bonnot. 2020. « "Free" Not to Engage: Neoliberal Ideology and Collective Action. The Case of the Yellow Vest Movement ». *International Review of Social Psychology* 33 (1): 7. <https://doi.org/10.5334/irsp.363>.

Gougou, Florent, et Simon Persico. 2019. « Protéger l'environnement ou défendre la croissance ? » In *La France des valeurs*, 35055. Libres cours Politique. FONTAINE: Presses universitaires de Grenoble. <https://doi.org/10.3917/pug.brech.2019.01.0350>.

Grant, Zack P., et James Tilley. 2019. « Fertile soil: explaining variation in the success of Green parties ». *West European Politics* 42 (3): 495516. <https://doi.org/10.1080/01402382.2018.1521673>.

Grémion, Théo, et Maxime Gaborit. 2020. « Jaunes et verts ». *La Vie des idées*, décembre. <http://www.laviedesidees.fr/jaunes-et-verts.html>.

Guha, Ramachandra. 2006. *How much should a person consume?: environmentalism in India and the United States*. Berkeley, Calif., Etats-Unis d'Amérique.

Guha, Ramachandra, et Juan Martinez-Alier. 1997. *Varieties of environmentalism: essays north and south*. London, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Earthscan.

Gwiazdzinski, Luc, et Bernard Floris. 2019. *Sur la vague jaune. L'utopie d'un rond-point*. Seyssinet-Pariset: Elya éditions.

Haut Conseil pour le Climat, Clémence Le Quéré, Michel Colombier, Alain Grandjean, Marie Guillou, Céline Guyvarch, Sophie Dubuisson-Quellier, et al. 2023. « Acter l'urgence, engager les moyens ». Rapport annuel. Paris: Haut Conseil pour le Climat. https://www.hautconseilclimat.fr/wp-content/uploads/2023/06/HCC_RA_2023-web-optie.pdf.

Hazard, Benoit. 2020. « Lorsque les "sans-parts" se rallient au "pouvoir vivre". Ethnographie des associations des gilets jaunes sur les ronds-points de l'Oise ». *Condition humaine/conditions politiques* 1 (novembre). <https://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=237>.

Hochschild, Arlie Russell. 2016. *Strangers in their own land: anger and mourning on the American right*. New York: The New Press.

Houghton, John Theodore, G. J. Jenkins, J. J. Ephraums, Intergovernmental Panel on Climate Change, Intergovernmental Panel on Climate Change Working Group I, Intergovernmental Negotiating Committee for a Framework Convention on Climate Change Working Group I, WMO, et UNEP. 1993. *Climate change :: the IPCC Scientific Assessment* / : edited by J.T. Houghton, G.J. Jenkins and J.J. Ephraums. Cambridge University Press., <https://digitallibrary.un.org/record/218515>.

Hsu, Shi-Ling. 2022. « Carbon Taxes and Economic Inequality ». *Harvard Law & Policy Review* 15 (avril): 55171.

Intergovernmental Panel On Climate Change. 2023. *Climate Change 2021 – The Physical Science Basis: Working Group I Contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Édité par Valérie Masson-Delmotte et Zhai Panmao. 1^{re} éd. 6th. Cambridge: Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781009157896>.

Jamison, Andrew. 2010. « Climate Change Knowledge and Social Movement Theory ». *WIREs Climate Change* 1 (6): 81123. <https://doi.org/10.1002/wcc.88>.

Keil, Roger. 1994. « Green Work Alliances: The Political Economy of Social Ecology ». *Studies in Political Economy* 44 (1): 738. <https://doi.org/10.1080/19187033.1994.11675380>.

Kuyper, Jonathan W., Björn-Ola Linnér, et Heike Schroeder. 2018. « Non-State Actors in Hybrid Global Climate Governance: Justice, Legitimacy, and Effectiveness in a Post-Paris Era ». *WIREs Climate Change* 9 (1): e497. <https://doi.org/10.1002/wcc.497>.

Lann, Yann Le, Giuseppe Cugnata, Nathan Gaborit, et Maxime Gaborit. 2021. « Faut-il soutenir les Gilets jaunes ? » *Ecologie politique* N° 62 (1): 4966.

Le Coadic, Ronan. 2014. « Brittany's New "Bonnetts Rouges" and Their Critics ». *Proceedings of the Harvard Celtic Colloquium* 34: 13665.

Lucas, Clara. en cours. « Le mouvement des Gilets jaunes en Gironde et à La Réunion : une approche par les sentiments moraux ». Thèse de doctorat en science politique, Bordeaux: Institut d'études politiques de Bordeaux.

Ludosky, Priscillia. 2019. *En France, donner son avis peut coûter cher*. Books on Demand.

Malier, Hadrien. 2019. « Greening the Poor: The Trap of Moralization ». *The British Journal of Sociology* 70 (5): 166180. <https://doi.org/10.1111/1468-4446.12672>.

———. 2021. « No (Sociological) Excuses for Not Going Green: How Do Environmental Activists Make Sense of Social Inequalities and Relate to the Working Class? » *European Journal of Social Theory* 24 (3): 41130. <https://doi.org/10.1177/1368431021996611>.

Martin, Mathilde, et Mine Israr. 2020. « The 'End of the World' vs. the 'End of the Month': Understanding Social Resistance to Sustainability Transition Agendas, a Lesson from the Yellow Vests in France ». *Sustainability Science*, novembre. <https://doi.org/10.1007/s11625-020-00877-9>.

Martinez-Alier, Juan. 2002. *The environmentalism of the poor: a study of ecological conflicts and valuation*. Cheltenham-Northampton (Mass.): E. Elgar.

McCarthy, James. 2002. « First World Political Ecology: Lessons from the Wise Use Movement ». *Environment and Planning A: Economy and Space* 34 (7): 12811302. <https://doi.org/10.1068/a3526>.

Mehleb, Rimel I., Giorgos Kallis, et Christos Zografos. 2021. « A Discourse Analysis of Yellow-Vest Resistance against Carbon Taxes ». *Environmental Innovation and Societal Transitions* 40 (septembre): 38294. <https://doi.org/10.1016/j.eist.2021.08.005>.

Middlemiss, Lucie, Ross Gillard, Victoria Pellicer, et Koen Straver. 2018. « Plugging the Gap Between Energy Policy and the Lived Experience of Energy Poverty: Five Principles for a Multidisciplinary Approach ». In *Advancing Energy Policy: Lessons on the Integration of Social Sciences and Humanities*, édité par Chris Foulds et Rosie Robison, 1529. Cham: Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-99097-2_2.

Outryve, Sixtine van. 2019. « Gilets jaunes ADA 4. La question des municipales - altermidi ». *Altermidi.org* (blog). 16 novembre 2019. <https://altermidi.org/2019/11/16/gilets-jaunes-assemblee-des-assemblees-4-la-question-des-municipales/>.

Persico, Simon. 2014. « Un clivage, des enjeux : une étude comparée de la réaction des grands partis de gouvernement face à l'écologie ». Thèse de doctorat, Paris, Institut d'études politiques. <https://www.theses.fr/2014IEPP0036>.

Rabier, Marion. 2015. « Sous le bonnet, la classe : retour sur le mouvement des Bonnets rouges ». *Agone* 56 (1): 15372. <https://doi.org/10.3917/agone.056.0153>.

Raffray, Claire, ADEME, et OpinionWay. 2019. « Baromètre Les français et l'environnement-Enquête annuelle 2019 - vague 6 ». Enquête annuelle vague 6. Expertises. Angers: Agence de la transition écologique. <https://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/pdf-actualites/rapport-barometre-environnement-air-energie-vague6-2019.pdf>.

Ravelli, Quentin, Zakaria Bendali, Loïc Bonin, Maxime Gaborit, Théo Grémion, Mila Ivanovic, Pauline Liochon, et Naomi Toth. 2020. « Le Gilet et le Marteau. L'Assemblée des assemblées organise l'aile gauche des ronds-points ». *Mouvements* 1 (101): 1324.

Robbins, Paul. 2002. « Obstacles to a First World Political Ecology? Looking near without Looking Up ». *Environment and Planning A: Economy and Space* 34 (8): 150913. <https://doi.org/10.1068/a34217>.

Schroeder, Richard A. 2005. « Debating the Place of Political Ecology in the First World ». *Environment and Planning A: Economy and Space* 37 (6): 104548. <https://doi.org/10.1068/a38135>.

Sénac, Réjane. 2021. *Radicales et fluides: les mobilisations contemporaines*. Paris, France: les Presses de SciencesPo.

Sovacool, Benjamin. 2021. « Who Are the Victims of Low-Carbon Transitions? Towards a Political Ecology of Climate Change Mitigation », mars. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2021.101916>.

Spire, Alexis. 2019. « Reformuler la question sociale ». In *Le fond de l'air est jaune: comprendre une révolte inédite*, édité par Joseph Confavreux, 9197. Paris: Éditions du Seuil.

Sterner, Thomas. 2011. « Engagements volontaires et croissance verte dans l'ère d'après Copenhague. Voluntary Pledges and Green Growth in the Post-Copenhagen Climate ». *Revue d'économie du développement* 19 (4): 11551. <https://doi.org/10.3917/edd.254.0115>.

Szulecki, Kacper. 2017. « Conceptualizing energy democracy ». *Environmental Politics* 27 (octobre): 2141. <https://doi.org/10.1080/09644016.2017.1387294>.

« FIN DU MONDE, FIN DU MOIS, MÊME COMBAT »

QUELLE BASE SOCIALE
POUR PORTER
CE NARRATIF
ET CONCRÉTISER
LA CONVERGENCE ?

PAR CHLOÉ ALEXANDRE





Chloé Alexandre est doctorante en science politique au sein du laboratoire PACTE et chargée d'enseignements à Sciences Po-Grenoble.

Alors que l'abstention est au centre des inquiétudes à chaque nouvelle élection, laissant supposer une forme d'apathie politique, le premier quinquennat d'Emmanuel Macron a été marqué par deux mouvements sociaux majeurs que tout semblait opposer à l'automne 2018. Et pourtant, à partir de plusieurs enquêtes, Chloé Alexandre s'interroge sur les possibles rapprochements entre ces mouvements.

Alors que l'abstention est au centre des inquiétudes à chaque nouvelle élection en France depuis des années, questionnant un désintérêt voire une forme d'apathie de la part des français vis-à-vis de la politique, les mouvements sociaux rappellent que la participation politique est bien plus en mutation qu'en crise¹. Le premier quinquennat d'Emmanuel Macron en a été l'illustration avec deux mouvements majeurs : L'avènement des Gilets jaunes, et les Marches pour le climat.

Dans la suite de la grève pour le climat initiée par la jeune suédoise Greta Thunberg lors de l'été 2018 et qui a eu un écho international, les Marches pour le Climat en France ont pris leur envol sur fond de publication d'un nouveau rapport du GIEC et de la démission surprise du Ministère de la Transition Ecologique de Nicols Hulot fin août 2018, dénonçant son manque de marge de manœuvre et d'ambition pour l'environnement au sein du gouvernement. Les associations et ONG historiques de la cause environnementale en France ainsi que des collectifs citoyens nouveaux s'organisent alors pour rappeler aux pouvoirs publics et responsables politiques l'urgence à agir. Leur mobilisation aboutit à l'organisation de rassemblements de dizaines de milliers de manifestants venus « Marcher pour le climat » dans toutes les grandes villes françaises le 8 septembre 2018, puis à nouveau le 13 octobre, avec l'ambition d'instaurer un rythme régulier.

Tandis que les Marches climat occupent le débat public, un autre mouvement social fait irruption. Touchés par le projet du gouvernement d'augmenter la taxe sur les produits pétroliers, des citoyens se mettent en lien sporadiquement à travers les réseaux sociaux pour dénoncer l'injustice de faire porter des efforts environnementaux sur le pouvoir d'achat des plus modestes. Ralliés sous le symbole d'un Gilet Jaune de signalisation routière, ils initient à partir du 17 novembre 2018 des occupations de

¹ Tiberj, Vincent. *Les citoyens qui viennent: comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*. 1re édition. Le lien social. Paris: Puf, 2017.

ronds-points et de manifestations, se transformant en « actes » tous les samedis tout en élargissant peu à peu les griefs et les revendications autour de problématique de pouvoir d'achat, de justice sociale, ainsi que d'attentes démocratiques. La popularité et la singularité de ce mouvement horizontal et nébuleux qui ne ressemble à aucun précédent, ainsi que les violences qui émaillent les manifestations le placent rapidement au cœur des préoccupations médiatiques et gouvernementales.

Mais comment les deux mouvements sociaux cohabitent-ils alors qu'ils se télescopent dans leur temporalité et se retrouvent en compétition² pour l'attention des pouvoirs publics et la mobilisation de l'opinion publique ?

CHRONIQUE DES APPELS À LA CONVERGENCE

Les manifestants pour le climat et les Gilets jaunes semblent a priori très différents, voire pourraient être présentés comme antagonistes, tant dans leur composition sociologique, que leur agenda de revendications, ou encore dans leurs méthodes d'action. Néanmoins, certaines personnalités publiques et activistes appellent à la convergence³. Dès fin novembre 2018, et une fois passée l'appréhension des Gilets jaunes comme un mouvement pro voiture et frontalement opposé aux mesures environnementales, des signes d'ouverture à leur attention se sont fait entendre, notamment à travers une tribune d'une vingtaine d'ONG environnementale en faveur d'une fiscalité écologiste plus juste⁴ ou encore l'invitation directe de Cyril Dion aux Gilets jaunes à intégrer l'environnement à leurs revendications et à rejoindre les marches⁵.

Le fait que les appels à la convergence émanent surtout de certaines personnalités soutenant les Marches pour le Climat peut s'entendre par l'attention à ce que la dynamique des Marches ne soit pas cassée par l'avènement d'un autre mouvement social qui capte toute l'attention. Mais outre ce besoin pragmatique, la

2 L'espace des mouvement sociaux repose sur une dynamique d'interdépendance entre les mouvements sociaux : les liens peuvent relever de la compétition pour l'attention, de l'hostilité vis-à-vis des revendications, de l'inspiration de méthode ou encore de coalition dans un but commun. Voir Mathieu, Lilian. « L'espace des mouvements sociaux ». *Politix* n°77(11), 2007.

3 « Convergence » est employé ici au sens générique. Pour une réflexion plus poussée voir Sénac, Réjane. *Radi-cales et fluides: les mobilisations contemporaines*. Paris: les Presses de SciencesPo, 2021.

4 www.francetvinfo.fr/economie/automobile/essence/tribune-politiques-de-tous-bords-prenez-vos-responsabilites-l-appel-de-23-ong-sur-la-hausse-de-la-fiscalite-ecologique_3028879.html

5 www-liberation-fr/debats/2018/12/03/gilets-jaunes-venez-marcher-pour-le-climat_1695741/

coïncidence des deux mouvements offre l'opportunité de casser l'image d'une écologie inattentive aux enjeux sociaux de la transition environnementale⁶. a minima, cette prise de position peut limiter le risque de voir une opposition d'intérêts se construire entre les revendications des deux mouvements et de s'aliéner les classes populaires. Au mieux, la main tendue peut se transformer en démarche de politisation des soutiens aux Gilets jaunes par le prisme des injustices environnementales⁷, et de politisation des manifestants climat au champ des luttes sociales⁸.

Du côté des Gilets jaunes, on ne retrouve pas cet empressement à s'unir aux manifestants pour le climat. En tant que mouvement horizontal qui refuse de se choisir un ou plusieurs leaders, il n'existe d'abord personne habilitée à exprimer une position « représentative » à propos de la conduite à tenir vis-à-vis d'un autre mouvement social et surtout d'un enjeu qui n'est pas au cœur des revendications. Par ailleurs, ces derniers, conscients de leur hétérogénéité politique interne tiennent à ne pas se diviser et mettent de côté les débats qui ne font pas consensus chez eux. Cependant, à l'échelle individuelle, certains peuvent avoir à cœur de décoller l'étiquette « anti écolo » qui a pu leur être assignée d'un bloc et rejoindre les Marches Climat pour invalider les représentations communément admises selon lesquelles les personnes issues des classes populaires et les moins éduqués ne seraient pas concernés par l'environnement.

GILETS JAUNES ET MANIFESTANT CLIMAT : LES DIFFÉRENCES ET LES POINTS COMMUNS

Par-delà la petite dynamique de militants⁹ qui a suivi l'invitation à la convergence, il faut interroger la sociologie de celles et ceux qui, concrètement et au niveau de la base, y ont répondu

6 L'importance de la question sociale au sein du mouvement climat n'est cependant pas consensuelle. Si c'est un mouvement très majoritairement orienté à gauche, il existe une opposition entre une aile modérée et une aile plus radicale, tant dans le rapport aux modes d'actions et aux institutions, qu'à la comptabilité entre capitalisme, justice sociale et écologie. Ces positions reflètent en partie les différences de statut social. Voir Alexandre, Chloé, Simon Persico, Florent Gougou et Erwan Lecœur, *Rapport descriptif de l'enquête sur le mouvement climat*, Laboratoire Pacte, 2021, halshs-03342838, version 1.

7 Coulangeon, Philippe et al., *La conversion écologique des Français: contradictions et clivages. Le lien social*. Paris: Puf, 2023.

8 Comby, Jean-Baptiste, et Sophie Dubuisson-Quellier. *Mobilisations écologiques. La vie des Idées*. Paris: Puf, 2023.

9 Quelques manifestations convergentes, à Paris, auront lieu le 8 décembre 2018 et le 21 septembre 2019. De plus, un collectif nommé « les Gilets citoyens » se forme à l'occasion du Grand Débat, s'appuyant sur des soutiens issus des deux mouvements avec l'intention de faire vivre le triptyque de revendication « Démocratie – Écologie – Justice sociale », qui pèsera sur la création de la Convention Citoyenne pour le Climat.

favorablement. Si l'on s'en tient au portrait-robot du « manifestant moyen » pour chacun des deux mouvements, on peut être assez pessimiste sur les chances qu'un rapprochement s'opère malgré la bonne volonté de certains. Rappelons en effet brièvement, en s'appuyant sur les données de deux enquêtes sociologiques menées au sein du laboratoire PACTE entre 2018 et 2020¹⁰, que leur composition sociale respective est relativement opposée, que leurs orientations idéologiques sont peu assimilables, et que les objectifs qui motivent leur engagement sont bien différents.

PORTRAIT DU GILET JAUNE MOYEN

Les Gilets jaunes sont en majorité des individus en âge d'être sur le marché du travail : 68 % ont entre 35 et 64 ans (contre 50 % en population française (noté PF)) et les inactifs (étudiants ou retraités) représentent seulement 23 % de leurs effectifs (44 % en PF). Ces travailleurs sont moins caractérisables par leur secteur d'activité que par leur degré de précarité : 69 % ont des revenus mensuels en dessous de 2000 €, et même 33 % en dessous de 1500 € (58 % et 28 % en PF). Politiquement, ils sont majoritairement en rupture avec la politique traditionnelle. Ainsi jusqu'à 60 % d'entre eux ne se positionne pas sur l'échelle gauche-droite (46 % en PF) et leur critique des élites politiques est très forte, tout comme leur méfiance vis-à-vis de toute forme d'institution. Les Gilets jaunes ne se revendiquent pas comme un mouvement politique au sens de partisan. Leur mouvement part du vécu individuel et quotidien en France et c'est par une agglomération spontanée, et la reconnaissance mutuelle qui en découle, qu'est née leur politisation et leur action collective. Avec des mots d'ordre généraux plus que des revendications concrètes et délimitées, ainsi que des modes d'action directe et une organisation horizontale et spontanée ils cherchent à se réapproprier la politique sans la nommer, par l'expérimentation et un nouvel imaginaire citoyen¹¹.

¹⁰ Les deux enquêtes sont centrées sur les sympathisants de chacun des deux mouvements sociaux, qu'ils aient participé in situ ou non. Les répondants potentiels ont été ciblés et sollicités à travers les réseaux sociaux (via les groupes Facebook nationaux et locaux de Gilets jaunes ; et via les groupes Facebook en lien avec l'écologie et l'environnement ainsi que les communautés Facebook et Instagram d'associations partenaires). 6000 répondants se sont reconnus et ont participé à l'enquête Gilets jaunes entre décembre 2018 et novembre 2019 (en deux vagues). 10000 répondants se sont reconnus et ont participé à l'enquête Mouvement Climat entre novembre 2019 et mars 2020.

¹¹ Della Sudda, Magali, et Christine Guionnet. « Nuit Debout, Gilets jaunes : quoi de neuf à l'horizon des mouvements sociaux ? » In *Nouvelle sociologie politique de la France*, Paris: Armand Colin, 2021.

PORTRAIT DU MANIFESTANT CLIMAT MOYEN

Au sein des Marches pour le Climat, la majorité des soutiens sont des jeunes : 55 % ont moins de 34 ans (contre 25 % en PF), et 23 % à moins de 24 ans (10 % en PF). Nombreux sont également les individus très éduqués (80 % sont au moins du niveau Bac+2 contre 30 % en PF), avec une position sociale élevée (51 % de cadres et professions intellectuelles supérieures contre 18 % en PF) et une vie urbaine (31 % vivent dans les grandes villes, soit deux fois plus que la moyenne des français). Politiquement, la plupart sont critiques des partis traditionnels mais restent largement politisés à gauche pour 61 % d'entre eux (contre 19 % en PF). 19 % se disent même « très à gauche » (3 % en PF). Le mouvement climat est certes un mouvement citoyen, mais il est structuré par des collectifs d'associations et des organisations et qui s'appuie sur des constats scientifiques, sans rejet des institutions et de l'organisation. Les activistes sont centraux dans l'animation de la mobilisation, qui se déroule par ailleurs dans un cadre international avec des répliques dans d'autres pays, et l'objectif instrumental de lobbying citoyen pour pousser l'État à l'action et mobiliser l'opinion publique est assumé¹².

ENTRER DANS L'HÉTÉROGÉNÉITÉ DES DEUX MOUVEMENTS

Cependant, un mouvement social n'est pas un objet politique figé et uniforme. C'est une action collective concertée et intentionnelle entre certains citoyens en faveur d'une cause et contre un adversaire désigné, dans une conjoncture politique donnée. L'agenda est donc relativement délimité et la constitution du groupe est guidée par cet objectif et éphémère. Ceci signifie que si la description globale des participants à un mouvement est instructive, elle est aussi artificiellement homogénéisante. Une analyse plus fine en termes de sous-groupes est tout autant nécessaire car un mouvement évolue dans le temps dans sa composition, ses mots d'ordre et ses méthodes. De plus, les manifestants qui se rassemblent temporairement pour une cause peuvent posséder des opinions et des valeurs divergentes sur d'autres sujets et ainsi être mobilisables au sein d'autres mouvements, mais pas nécessairement d'un bloc.

¹² Ce portrait de la mobilisation en France est relativement similaire aux participants des marches climats chez nos voisins européens. Voir Wahlström, Mattias, Piotr Kocyba, Michiel De Vydt et Joost de Moor, "Protest for a future: Composition, mobilization and motives of the participants in Fridays For Future climate protests on 15 March, 2019 in 13 European cities", Scuola Normale, 2019.

C'est dans ce cadre que le rapport entre le Mouvement Climat et les Gilets jaunes se pose. En effet, parmi ces derniers, 35 % se disent (tout à fait) prêts à « réduire leur niveau de vie afin de protéger l'environnement ». C'est certes beaucoup moins que parmi les manifestants pour le climat (85 %), mais c'est une proportion similaire à celle de la moyenne des Français (33 % en PF). La sensibilité écologiste chez les Gilets jaunes n'est donc pas spécialement négative. En miroir, au sein du mouvement climat, en cohérence avec son orientation à gauche 81 % des manifestants sont (tout à fait) d'accord avec l'idée « qu'il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres », pas si loin derrière les 87 % de Gilets jaunes dont c'est l'enjeu principal, et bien au-dessus de la moyenne des français qui se situe à 52 %. L'intérêt pour les questions sociales est donc majoritairement présent chez les soutiens des Marches climat, même si leur mobilisation ne porte pas sur cet enjeu. En somme, au sein de chacun des deux mouvements sociaux, il existe une sensibilité pour la cause de l'autre, même si elle n'est pas consensuelle. Cela suffit-il à la convergence ?

LES LEVIERS DE LA CONVERGENCE EN 2019 : UNE BASE SOCIOPOLITIQUE LIMITÉE

Dans chacune des deux enquêtes sociologiques menées au sein du laboratoire PACTE entre 2018 et 2020, la question suivante a été posée « Soutenez-vous Les marches climat/le mouvement des Gilets jaunes ? ». L'analyse des réponses, croisées avec différents attributs sociologiques, politiques et de valeurs, permet d'expliquer les ressorts de la propension à soutenir l'autre mouvement et mettre en lumière les bases sociopolitiques de la convergence à un moment où les deux mouvements sont encore en cours. Ci-dessous, on cherche à mesurer *l'effet net* de chaque facteur, grâce à une modélisation statistique qui permet de contrôler les effets de chaque facteur par tous les autres, comme une vue en plusieurs dimensions. Cela permet de distinguer ceux qui sont réellement déterminants de ceux dits « intermédiaires » dont l'effet est un mirage¹³.

¹³ On peut citer comme exemple classique l'effet « patrimoine » sous-jacent à un effet d'âge : Il est fréquent de trouver que plus on est âgé plus on est orienté politiquement à droite. Pourtant, cette relation est grandement médiatisée par le niveau de patrimoine, qu'on accumule dans le temps, donc avec l'âge.

LE SOUTIEN AUX MARCHES CLIMATS PARMIS LES GILETS JAUNES

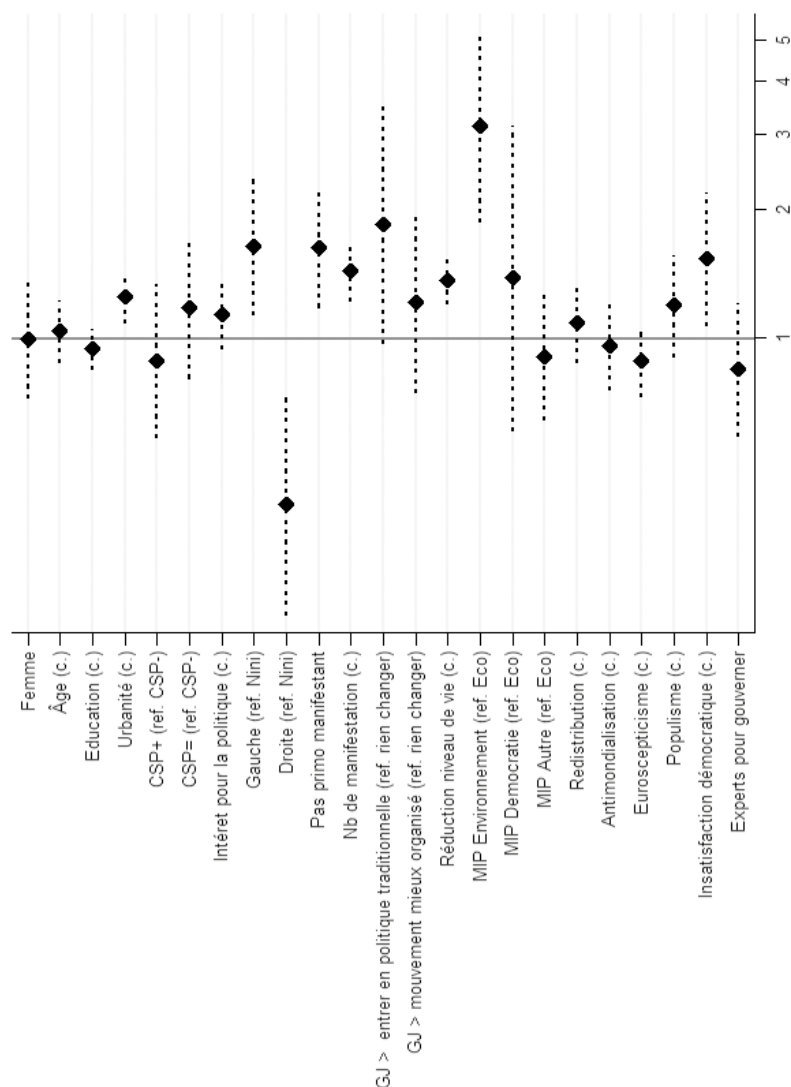
Parmi les répondants Gilets jaunes, le taux global de soutien aux Marches Climat est de 32 %. Les attributs sociodémographiques des manifestants (sexe, âge, situation sociale ou niveau d'éducation) ne font pas varier cette proportion, une fois contrôlés par les facteurs politiques (Figure 1). Partager la position sociale ou le niveau de diplôme de la majorité des manifestants climat n'est donc pas une condition nécessaire pour les rejoindre. Reste en revanche un effet positif du degré d'urbanité : plus on vit en ville plus le soutien est grand. Néanmoins, cela pourrait s'expliquer par la proximité géographique avec les marches qui sont organisées dans les grandes villes.

Le taux de soutien varie ensuite surtout en fonction de facteurs politiques. Il est d'abord fortement et logiquement facilité lorsqu'il y a connivence sur le fond c'est-à-dire quand, en tant que Gilet Jaune, on est particulièrement préoccupé par les enjeux environnementaux : prioriser l'Environnement¹⁴ plutôt que les questions économiques multiplie presque par quatre les probabilités de soutien. Se revendiquer de gauche est aussi un facteur important qui double les chances de soutien, en cohérence avec le fait que le mouvement climat soit lui-même très marqué à gauche. Enfin, deux autres explications à un plus fort taux de soutien aux Marches Climat chez certains Gilets jaunes valent la peine d'être mentionnées. D'abord, un effet de politisation et d'acculturation au champ politique, s'entrevoit quand on s'intéresse aux Gilets jaunes qui souhaiteraient structurer davantage leur mouvement pour en faire un acteur politique à part entière ainsi qu'à celles et ceux qui ont participé à nombreux « actes » au fil des mois. Ensuite, un effet de protestation, avec la volonté de faire feux de tout autre mouvement social pour interpeller Emmanuel Macron se manifeste à travers l'effet du passé d'activiste (ne pas être « primo manifestant ») ainsi que la forte corrélation entre les niveaux d'insatisfaction démocratique et le soutien aux Marches climat.

14 Référencé dans le graphique comme « MIP environnement », MIP pour Most Important Issue. Il s'agissait pour le répondant de sélectionner l'enjeu le plus important selon lui pour le pays, parmi une liste définie.

Figure 1 : Effet de facteurs sociologiques, politiques et de valeurs sur la propension à soutenir les Marches Climat chez les Gilets jaunes

Lecture : Plus le coefficient est supérieur à 1, plus l'effet est positif (et inversement).
Les pointillés représentent les marges d'erreur autour du calcul probabiliste.



LE SOUTIEN AUX GILETS JAUNES AU SEIN DES MARCHES CLIMATS

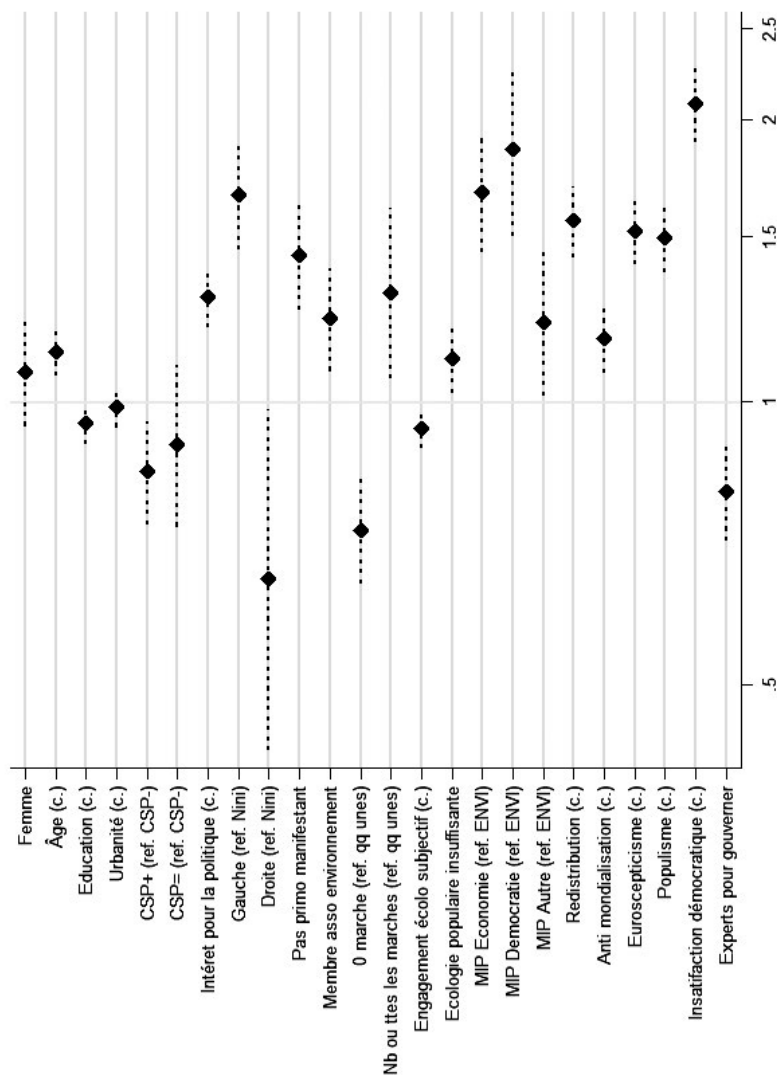
Parmi les répondants de l'enquête Climat, le taux global de soutien aux Gilets jaunes est de 56 %. La sensibilité des manifestants climat envers les Gilets jaunes est, elle, un peu marquée par des logiques sociales, quand la réciproque ne l'était pas. D'une part, plus on est âgés plus on les soutient (et inversement). D'autre part, les individus au statut social le plus élevé, les plus éduqués et les plus urbains ont des probabilités de soutien négatives. Partager la condition sociale du « Gilet Jaune moyen » joue donc dans une certaine mesure, même si cela ne détermine pas tout.

En effet l'incidence d'éléments politiques est aussi significative et même plus importante. Une connivence sur le fond des revendications accroît notamment la probabilité de soutien aux Gilets jaunes : l'ouverture se trouve chez les manifestants climat qui envisagent leur mobilisation politique de manière multidimensionnelle et qui ne se restreignent pas à la cause environnementale. En témoigne l'effet positif du jugement de lacunes des discours écologistes vis-à-vis des classes populaires, de la priorisation des problèmes économiques devant l'environnement et de la demande pour des politiques redistributives¹⁵. L'effet négatif du degré d'engagement pour l'environnement renforce aussi cette lecture. L'autre voie de convergence est celle des attentes démocratiques. Ainsi les manifestants pour le climat qui ont plus de chance de soutenir les Gilets jaunes sont ceux qui partagent une forte insatisfaction démocratique et/ou qui sont aussi critiques de la mondialisation et de l'intégration européenne. On peut l'observer à partir de l'effet positif de l'attitude populiste, l'effet négatif de l'attrait pour la technocratie (par opposition à une forme de rénovation démocratique par la démocratie directe) ainsi que l'effet positif de déclarer la démocratie comme l'enjeu le plus important, plutôt que l'environnement. La dernière série de facteur de soutien important aux Gilets jaunes chez les manifestants climat renvoie à des éléments de politisation : il s'agit de ceux qui se déclarent le plus à gauche, ceux qui ont le plus grand intérêt pour la politique et la propension à se mobiliser sur le terrain (être membre d'une association, nombre de marches réalisées). Ceci dessine un soutien bien plus propice de la part de l'aile radicale (à gauche) du mouvement climat.

15 Référencé dans le graphique comme « MIP économie », MIP pour Most Important Issue. Il s'agissait pour le répondant de sélectionner l'enjeu le plus important selon lui pour le pays, parmi une liste définie.

Figure 2 : Effet de facteurs sociologiques, politiques et de valeurs sur la propension à soutenir les Gilets jaunes au sein des Marches Climat

Lecture : Plus le coefficient est supérieur à, plus l'effet est positif (et inversement).
Les pointillés représentent les marges d'erreur autour du calcul probabiliste.



CONSTRUIRE LA CONVERGENCE FUTURE : QUELQUES PISTES

L'analyse en miroir de la propension à se soutenir mutuellement entre Gilets jaunes et manifestants climat est pleine d'enseignements. L'étude des données, recueillies à chaud en 2019, montre que la convergence opérée suite aux appels lancés en réaction à l'actualité repose sur une base sociale plutôt réduite. Chez les Gilets jaunes, ce sont dans les grandes lignes les plus activistes, les plus à gauche et ceux qui ont le plus d'expérience militante qui ont été concernés, avec +10 à +15 points de probabilité de soutien par rapport à la moyenne. Réciproquement, chez les manifestants pour le climat, les plus prompts à la convergence sont aussi les plus activistes, ainsi que les plus défiants politiquement, avec également +10 à +15 points de probabilité de soutien par rapport à la moyenne. Des deux côtés, ce sont enfin ceux qui allient d'ores et déjà dans leurs convictions et revendications les enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Cependant, ces facteurs ont beau être puissants, les proportions de manifestants concernés restent minoritaires : selon les données, cela touche environ un tiers des Gilets jaunes¹⁶, et 20 % à 30 % des manifestants climat¹⁷.

A ce stade des conclusions, il convient de garder à l'esprit que les relations entre les deux mouvements ont été mesurées sur le vif, sans qu'il y ait pu y avoir d'anticipation et d'accompagnement des manifestants pour construire la convergence. Si une telle volonté était mise en œuvre à l'avenir, les résultats de cette étude permettent donc surtout de mettre en lumière le noyau solide d'individus qui formeraient le premier point d'appui de la convergence... mais aussi de repérer les profils les plus propices à une marge de progression et auprès de qui concentrer un travail de conviction¹⁸.

En premier lieu, il y a un enjeu fort de politisation des « primo manifestants » présents dans chacun des deux mouvements, à hauteur de 37 % dans les marches climats et de 53 % chez les Gilets jaunes. Mobilisés pour la première fois de leur vie sur la base d'un enjeu précis, ces individus sont naturellement moins « multidimensionnels » dans leur engagement, moins informés sur d'autres

16 En effet 35 % des Gilets jaunes se disent prêts à réduire leur niveau de vie pour l'environnement ; 27 % se classent à gauche ; 29 % ont participé à au moins 6 « actes ».

17 En effet 22 % des Manifestants climat se disent très critiques du fonctionnement de la démocratie ; 24 % se classent comme très populistes ; 33 % sont très en faveur de davantage de redistribution sociale.

18 Rappelons aussi que l'étude porte sur le soutien d'un mouvement social à une autre, mais qu'il n'y avait pas de question directe sur l'opportunité d'un mouvement convergent conçu comme tel.

causes, et ont moins propension à les relier entre elles. Ils sont donc disponibles pour un travail de construction politique et représentent un vivier intéressant pour toute force politique qui souhaiterait leur fournir des éléments de cadrage. En dehors de ce travail important, d'autres pistes existent en jouant sur deux paramètres partant des résultats de notre étude : l'efficacité d'un facteur de convergence et la proportion de personnes concernées.

1° Les facteurs qui accroissent le plus la probabilité de soutien entre les deux mouvements ne permettent finalement de gagner « que » +10 à 15 points de soutien dans le cadre d'appels spontanés à la convergence. Il reste donc de la marge pour augmenter cet effet, notamment en anticipant la coordination et la communication d'une mobilisation *ad hoc* et articulée dès le départ autour de revendications environnementales socialement justes et de propositions de rénovation démocratique, pour parler aux manifestants des deux mouvements prédisposés à associer toutes ces dimensions et fortement actifs. Car s'ils sont minoritaires, mobilisés à leur plein potentiel, ils représentent une source de soutien importante et solide.

2° Inversement, certains facteurs ont un effet positif mais qui reste modéré, autour de +3/4 points d'incidence, sur la probabilité de soutenir l'autre mouvement. C'est le cas notamment de l'insatisfaction démocratique parmi les Gilets jaunes et de l'aspiration à davantage d'écologie populaire parmi les manifestants climat. Un travail pour ajuster un discours commun auprès de ces sous-groupes pour les amener vers des mobilisations communes pourrait quand même constituer un apport non négligeable pour la construction d'un mouvement convergent. En effet, si ces entrées argumentaires avaient, ne serait-ce que légèrement plus d'incidence, les conséquences concrètes en nombre d'individus mobilisables seraient importantes comme ces attentes concernent respectivement près de 90 % des Gilets jaunes et 60 % des manifestants climat.

3° Enfin, si posséder certaines caractéristiques sociales et attitudes politiques représente un obstacle important pour la convergence d'un mouvement social et écologiste ¹⁹, d'autres ont des effets neutres à date de 2019 : sans attrait particulier, mais sans hostilité non plus. Ainsi, les sous-groupes concernés pourraient constituer autant de cibles lointaines à intégrer dans une réflexion pour un horizon commun pour les faire basculer dans un soutien à la convergence à long terme. Du côté des Gilets jaunes,

19. Notamment le fait de se positionner à droite de l'échiquier politique pour ne prendre qu'un seul exemple.

pourraient être concernés à celles et ceux qui se considèrent en dehors de l'opposition gauche/droite (qui représentent 56 % du mouvement), celles et ceux qui vivent en banlieue ou dans les petites villes (46 %) et celles et ceux qui ne sont ni favorables ni hostiles à faire évoluer leur mode de vie en faveur de l'environnement (33 %). Inversement, du côté des manifestants climat, si les plus âgés, les plus modestes et les moins éduqués ont plus d'affinité d'emblée avec les Gilets jaunes, réussir à sensibiliser à la cause des Gilets jaunes une partie des professions intermédiaires (20 %), des bacheliers et de celles et ceux qui ont un bac+2 (20 %) et des catégories d'âge intermédiaires (20 %) permettrait aussi d'élargir au maximum le type de public qui pourrait être concerné par la construction d'un large mouvement convergent.

LA FONDATION GRANDIT GRÂCE À VOTRE SOUTIEN !

Créée en 2012, la Fondation de l'Écologie politique est une fondation reconnue d'utilité publique. Elle mène à bien deux missions :

- **oxygéner le débat public** et offrir aux actrices et acteurs de la transformation écologique, matière à faire basculer le rapport de force. En soutenant la fondation, vous lui donnez les moyens de penser les grandes transformations à venir ;
- **agir en gardienne de la mémoire de l'écologie politique** en France. Elle dédie une part importante de son activité à rendre accessible les archives qui, de la fin des années 1960 à aujourd'hui, retracent l'histoire du mouvement écologiste. En soutenant la fondation, vous facilitez transmission d'engagements individuels et collectifs.

COMMENT SOUTENIR LA FONDATION ?

Pour soutenir la fondation, vous pouvez suivre trois étapes :

- **je m'inscris** à sa lettre d'information et à ses différents réseaux sociaux ;
- **je partage** les contenus (publications, archives, événements) ;
- **je fais un don** ponctuel ou régulier.

Rendez-vous sur fondationecolo.org et archivesecolo.org